

## Chapitre 6

# Point sur les politiques et les efforts des donateurs bilatéraux

Les apports d'aide ont continué à progresser en 2007, si l'on exclut des chiffres les allègements de dettes exceptionnels. Ils n'ont toutefois augmenté que de 2 % par rapport à leur niveau de 2006. C'est bien trop peu pour que les engagements souscrits par les donateurs pour 2010 soient honorés.

La lutte contre la pauvreté reste au cœur des préoccupations de la communauté des donateurs qui ont inscrit la réalisation des OMD parmi leurs objectifs de premier plan. Ils s'attachent ainsi à créer les conditions indispensables à la réussite de cet effort, notamment à assurer l'instauration de la croissance, d'une bonne gestion des affaires publiques et de la stabilité requise, et beaucoup articulent leurs programmes autour de buts précis. Ils entreprennent de réformer leurs systèmes de façon à pouvoir appliquer les principes relatifs à l'efficacité de l'aide et atteindre les objectifs énoncés dans le Programme d'action d'Accra. Ils ont élaboré des plans d'action, mis en place des dispositifs de suivi et fait davantage de place aux résultats. Ils insistent sur l'importance de l'appropriation par les pays partenaires et utilisent de nouvelles méthodes de travail : certains tentent la coopération déléguée, la participation à des programmes conjoints et, surtout, le soutien budgétaire direct et le soutien budgétaire sectoriel. Les donateurs s'acquittent de l'obligation qu'ils ont de soutenir la mise en œuvre des Conventions de Rio en apportant des contributions au Fonds pour l'environnement mondial et aux Secrétariats des Conventions, ainsi qu'en instituant des programmes bilatéraux pour l'environnement. Si la plupart d'entre eux ont une politique de l'environnement, qu'ils appliquent en principe à toutes leurs activités d'aide, certains ont aussi créé des fonds pour financer les efforts de lutte contre le changement climatique et la déforestation. En 2008, le CAD a assuré la conduite de quatre examens par les pairs – ceux de l'Australie, de la France, du Luxembourg et de la Norvège – et procédé à un examen spécial du système de la République de Corée.

## Introduction: Performances des membres du CAD en matière d'aide en 2007

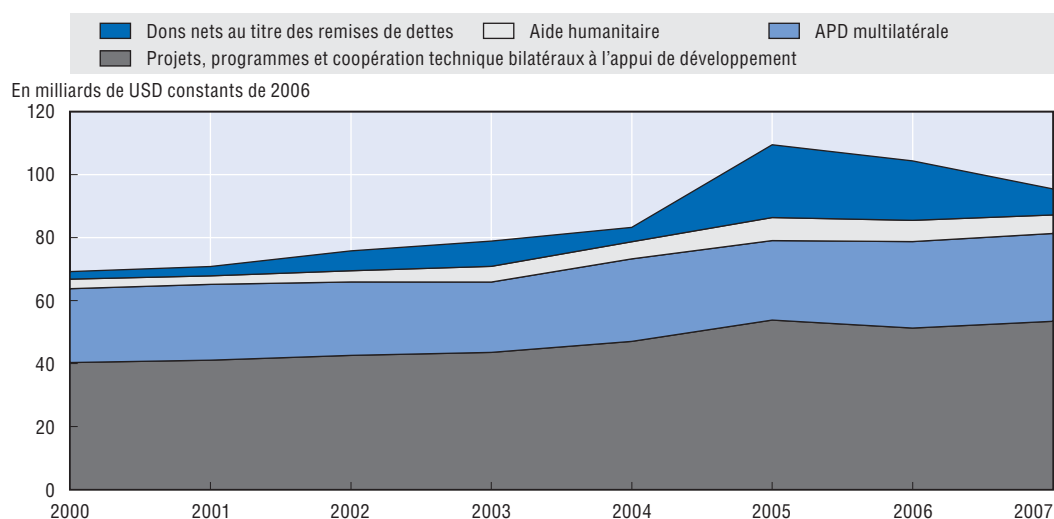
En 2007, les apports nets totaux d'aide publique au développement (APD) provenant des membres du Comité d'aide au développement (CAD) se sont élevés à 103.5 milliards USD. Ils sont ainsi passés de 0.31 % du revenu national brut cumulé de ces pays en 2006 à 0.28 % en 2007, soit un recul de 8.5 % en termes réels.

Les apports d'APD avaient atteint des niveaux exceptionnellement élevés en 2005 (107.1 milliards USD) et en 2006 (104.4 milliards USD) en raison des importantes remises de dettes qui ont été accordées à l'Irak et au Nigeria dans le cadre du Club de Paris. Les allègements de dettes ont diminué en 2007 pour passer à 9 milliards USD, du fait que les opérations négociées dans le cadre du Club de Paris touchaient à leur terme.

Si l'on fait abstraction des dons au titre de l'allègement de la dette, l'APD nette des membres du CAD a légèrement augmenté, cette progression ayant été de 2 %. Ce chiffre donne une image plus juste de l'évolution tendancielle effective des apports d'aide.

Le graphique 6.1 met en évidence l'incidence que les opérations d'allègement de la dette sur le volume net de l'APD ont eue en 2005 et 2006. Il fait aussi apparaître un léger accroissement de l'aide humanitaire en 2005, dû aux mesures spéciales d'assistance prises après le tsunami survenu dans l'océan Indien et le tremblement de terre qui a secoué le Pakistan. Les sommes consacrées aux projets et programmes bilatéraux de développement ont légèrement diminué en 2006 mais recommencé à augmenter en 2007, ce qui tendrait à indiquer que les donateurs étoffent progressivement leurs programmes d'aide au sens strict.

Graphique 6.1. **Composition de l'APD nette provenant des membres du CAD**



Source : OCDE (2008), *Aid Targets Slipping out of Reach?* OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/526680555456>

### **Performances des donateurs**

En 2007, les principaux donateurs en volume ont été les États-Unis, suivis de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon. Cinq pays ont dépassé l'objectif de 0.7 % du RNB préconisé par les Nations Unies pour l'APD : le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

L'APD nette dispensée par les États-Unis en 2007 s'est élevée à 21.8 milliards USD, soit une baisse de 9.8 % en termes réels. Le rapport APD/RNB est ainsi passé à 0.16 %. Ce recul s'explique essentiellement par le niveau élevé des allègements de dettes en 2006 et par une réduction des apports d'APD à l'Irak. Si l'on fait abstraction des remises de dettes, on constate une augmentation de l'APD accordée à l'Afrique subsaharienne (+6.5 % en termes réels, ce qui l'a portée à 4.5 milliards USD) et aux pays les moins avancés (+4 %, à 4.8 milliards USD). L'APD octroyée par les États-Unis à l'Afghanistan s'est accrue (+5 %, pour atteindre 1.5 milliard USD) et les apports en faveur de l'Irak sont restés importants, même s'ils ont fléchi en valeur réelle (-24 %, d'où un montant de 3.7 milliards USD).

L'APD nette du Japon s'est chiffrée à 7.7 milliards USD, ou 0.17 % du RNB, soit une baisse de 29.8 % en termes réels. Ce recul tient en partie à une diminution des opérations d'allègement de la dette, qui avaient atteint des montants exceptionnellement élevés en 2005 et 2006, ainsi que des contributions aux institutions financières internationales. L'APD japonaise s'inscrit sur une tendance à la baisse depuis 2000, sauf en 2005 et 2006 où elle a augmenté sous l'effet des remises de dettes.

L'APD cumulée des 15 membres de l'UE appartenant au CAD – qui représente près de 60 % de l'APD distribuée par l'ensemble des membres du CAD – a reculé de 6.6 % en termes réels pour s'établir à 61.5 milliards USD, soit 0.39 % du RNB global de ces pays. Là aussi, le fléchissement observé est imputable avant tout à la diminution des dons au titre de l'allègement de la dette. Si l'on fait abstraction de ces derniers, l'APD nette des membres de l'UE appartenant au CAD s'est accrue de 7.7 %.

Une augmentation de l'aide a été constatée dans les dix pays suivants, membres à la fois du CAD et de l'UE :

- Allemagne (+6.1 %), par suite d'un accroissement de l'aide bilatérale et des contributions aux organisations internationales ;
- Espagne (+19.7 %), du fait essentiellement d'une augmentation des contributions multilatérales qui s'est inscrite dans un processus programmé d'accroissement régulier de l'aide ;
- Irlande (+4.8 %), ce qui a porté le rapport APD/RNB à 0.55 % en dépit de la forte progression du RNB ;
- Luxembourg (+15.0 %), sous l'effet d'un accroissement général de l'aide ;
- Autriche (+8.3 %), Danemark (+2.9 %), Finlande (+6.4 %), Grèce (+5.3 %), Pays-Bas (+3.2 %) et Portugal (+5.9 %).

L'aide des autres pays de l'UE appartenant au CAD a fléchi en termes réels, du fait pour l'essentiel du moindre volume des opérations d'allègement de la dette : Belgique (-11.2 %), France (-16.4 %), Italie (-2.6 %), Royaume-Uni (-29.6 %) et Suède (-2.5 %). Abstraction faite des remises de dettes, l'aide a augmenté dans ces pays, sauf au Royaume-Uni dont l'APD nette a légèrement diminué en raison de la vente de prises de participation.

Les apports nets d'APD de la Commission européenne se sont accrus de 3.1 % pour atteindre 11.8 milliards USD, sous l'effet pour l'essentiel d'une augmentation de

l'aide-programme et de l'aide-projet. Les concours humanitaires ont également progressé et la capacité de versement de la CE a continué de s'améliorer.

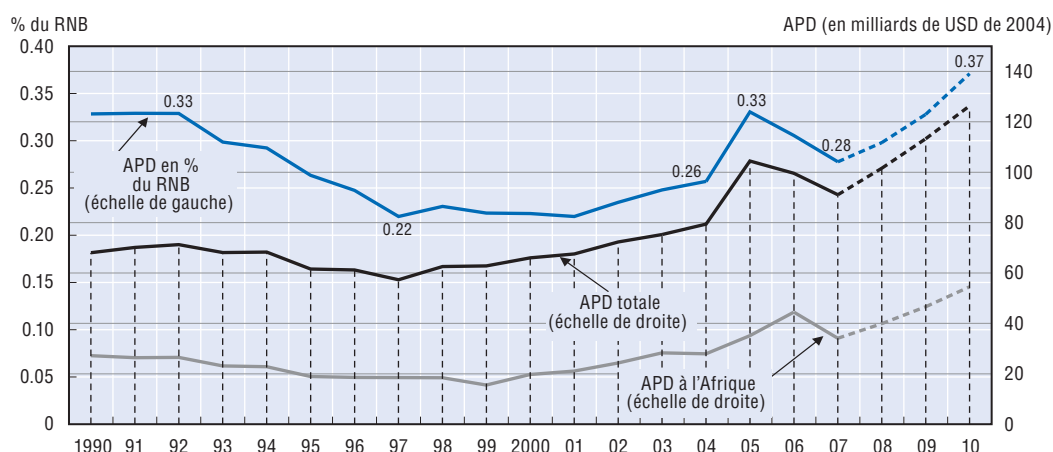
S'agissant des autres pays du CAD, l'évolution suivante de l'APD a été observée entre 2006 et 2007 :

- Australie (+9.1 %), du fait de l'augmentation de l'APD bilatérale ;
- Canada (+1.2 %) ;
- Norvège (+13.4 %), en grande partie sous l'effet d'une progression des investissements sous forme de prises de participation ;
- Nouvelle-Zélande (+5.1 %) ;
- Suisse (-2.5 %), par suite de la baisse du volume des remises de dettes.

### Les actes au regard des engagements

Lors du Sommet du G8 de Gleneagles et du Sommet du millénaire +5 des Nations Unies qui ont eu lieu en 2005, les donateurs se sont engagés à accroître leurs apports d'aide. En vertu de ces promesses, en 2010, l'APD devrait atteindre 50 milliards USD de plus qu'en 2004 (aux prix et taux de change de 2004). Le graphique 6.2 retrace l'évolution des niveaux d'APD depuis 1990 et met en évidence la progression encore nécessaire pour que se matérialisent les volumes annoncés pour 2010. Si l'on ne tient pas compte des allègements de dettes et des concours humanitaires, qui devraient être revenus à leurs niveaux tendanciels sur longue période en 2010, le taux de croissance annuel des apports requis pour que soit réalisé l'objectif affiché s'établit à 11 %.

Graphique 6.2. **APD nette des membres du CAD de 1990 à 2007 et simulations du Secrétariat du CAD pour la période 2008-10**



Source : OCDE (2008), *Aid Targets Slipping out of Reach?* OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/526682626507>

Une récente enquête de l'OCDE<sup>1</sup> sur les plans de dépenses prévisionnels des donateurs fait apparaître que les apports déjà programmés – par pays ou région, d'ici à 2010 – dépassent de 17 milliards USD ceux de 2004. À ce chiffre s'ajouteront en 2010 quelque 4 milliards USD du fait du volume sans précédent des reconstitutions des réserves de l'IDA ainsi que des Fonds africain et asiatique de développement. Par conséquent, sur les 50 milliards USD promis pour 2010, environ 21 milliards USD se sont déjà matérialisés ou

ont été programmés. Les donateurs doivent donc encore injecter près de 30 milliards USD aux valeurs de 2004 – soit quelque 34 milliards USD de 2007 – dans leurs budgets d'aide pour que soient honorés les engagements souscrits pour 2010.

### **Déclaration sur la politique d'aide**

Avec la crise financière actuelle et le ralentissement de l'activité économique qui en résulte dans la plupart des pays donateurs, se manifeste la crainte générale de voir les budgets d'aide subir des amputations comme après la récession du début des années 90.

Entre 1992 et 1997, les dépenses d'APD des donateurs membres du CAD sont tombées de 0.33 % à 0.22 % de leur revenu national brut. La baisse, moins prononcée en volume, a été de l'ordre de 20 % en termes réels par suite d'une reprise de la croissance au cours de la période.

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le président du CAD, Eckhard Deutscher, ont fait paraître une déclaration<sup>2</sup> appelant les grands pays donateurs du monde à honorer les engagements qu'ils ont pris en faveur du développement, afin d'empêcher que « la crise financière ne se transforme en une crise de l'aide » qui aurait de graves retombées pour les pays en développement dont la situation est déjà mise à rude épreuve par la crise alimentaire mondiale et l'envolée des prix du pétrole. Ils invitent les membres du CAD à adhérer à une « Déclaration sur la politique d'aide » (s'inspirant de la « Déclaration sur la politique commerciale » adoptée par l'OCDE au milieu des années 70, qui a contribué au maintien d'un système commercial ouvert après le premier choc pétrolier) en vertu de laquelle ils réaffirmeraient « les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide » et s'abstiendraient « de toute décision budgétaire qui serait en contradiction avec ces engagements ». La Conférence de suivi sur le financement du développement (Doha, 29 novembre-2 décembre 2008), tentait d'apporter des précisions sur les intentions des donateurs concernant l'évolution à venir du volume de leur aide.


Tableau 6.1. **Simulation du Secrétariat du CAD/OCDE concernant les perspectives d'évolution de l'APD nette en 2007 et 2010**

En millions de USD constants 2007 (prix et taux de change de 2007)

Les données ci-dessous ne sont pas des prévisions, mais des projections du Secrétariat basées sur les déclarations publiques faites par les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD). Les chiffres clés de ces déclarations sont montrés dans la colonne « Hypothèses ». Des projections du RNB sont nécessaires pour calculer l'APD nette et les ratios APD/RNB pour 2010. Pour 2008 et 2009, les projections de croissance réelle pour chaque pays sont tirées des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 83 (juin 2008), annexe tableau 1. Pour 2010, une croissance réelle annuelle de 2 % du RNB est supposée pour tous les pays. Les calculs ont été discutés au niveau technique avec les autorités nationales, mais le Secrétariat du CAD est responsable de la méthodologie et des résultats finals publiés – 12 novembre 2008.

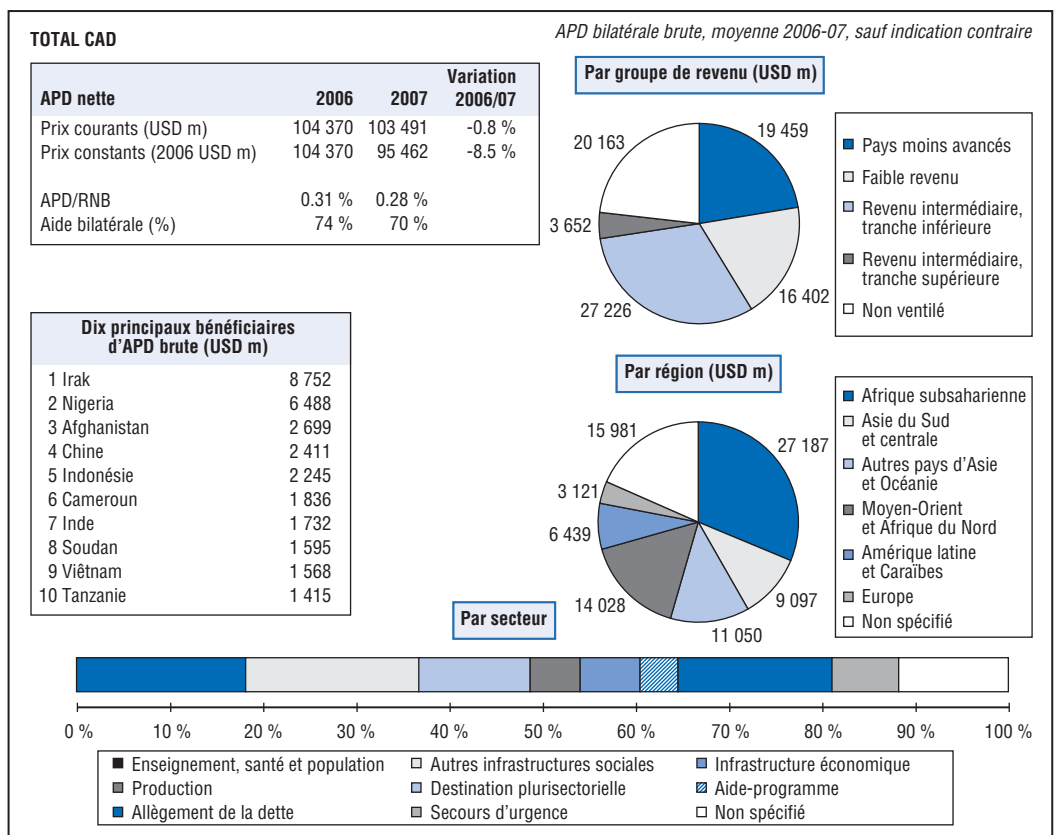
	2007		Hypothèses	2010			
	APD nette	APD/RNB		APD nette	APD/RNB	Variation en termes réels de l'APD par rapport à 2007	
	(2007 USD)	(%)		(2007 USD)	(%)	(2007 USD)	%
Allemagne	12 291	0.37	0.51 % en 2010	17 948	0.51	5 657	46
Autriche	1 808	0.50	0.51 % en 2010	1 965	0.51	156	9
Belgique	1 953	0.43	0.7 % en 2010	3 383	0.70	1 430	73
Danemark <sup>1</sup>	2 562	0.81	Minimum 0.8 %	2 636	0.80	73	3
Espagne <sup>3</sup>	5 140	0.37	0.5 % en 2008, 0.56 % en 2010 et 0.7 % en 2012	8 212	0.56	3 072	60
Finlande	981	0.39	0.51 % en 2010	1 363	0.51	381	39
France	9 884	0.38	0.51 % en 2010 et 0.7 % en 2015	13 989	0.51	4 105	42
Grèce <sup>2</sup>	501	0.16	0.35 % en 2010	1 178	0.35	678	135
Irlande	1 192	0.55	0.6 % en 2010 et 0.7 % en 2012	1 388	0.60	195	16
Italie	3 971	0.19	0.51 % en 2010	11 030	0.51	7 059	178
Luxembourg	376	0.91	0.93 % en 2010 et 1 % dans les années à venir	421	0.93	45	12
Pays-Bas	6 224	0.81	Minimum 0.8 %	6 550	0.80	325	5
Portugal	471	0.22	0.51 % en 2010	1 153	0.51	682	145
Royaume-Uni <sup>4</sup>	9 849	0.36	0.56 % en 2010-11 et 0.7 % en 2013	16 345	0.56	6 497	66
Suède	4 339	0.93	1 %	4 936	1.00	597	14
<b>Membres CAD de l'UE, total</b>	<b>61 540</b>	<b>0.39</b>		<b>92 495</b>	<b>0.56</b>	<b>30 955</b>	<b>50</b>
Australie <sup>5</sup>	2 669	0.32	Voir la note 5	3 224	0.36	556	21
Canada <sup>6</sup>	4 080	0.29	Voir la note 6	4 473	0.30	394	10
États-Unis <sup>10</sup>	21 787	0.16	Voir la note 10	26 998	0.19	5 211	24
Japon <sup>7</sup>	7 679	0.17	Voir la note 7	11 336	0.24	3 658	48
Norvège	3 728	0.95	1 % sur la période 2006-09	4 178	1.00	450	12
Nouvelle-Zélande <sup>8</sup>	320	0.27	Voir la note 8	441	0.35	121	38
Suisse <sup>9</sup>	1 689	0.37	Voir la note 9	1 940	0.40	251	15
<b>Membres du CAD, total</b>	<b>103 491</b>	<b>0.28</b>		<b>145 086</b>	<b>0.37</b>	<b>41 595</b>	<b>40</b>

1. Dans les années à venir, le gouvernement danois va tenter d'augmenter l'APD en pourcentage du RNB au-dessus de son niveau actuel de 0.8 %.
2. L'objectif de 0.51 % pour l'UE est reporté à 2012 suite à des contraintes budgétaires. La Grèce estime atteindre un ratio APD/RNB de 0.35 % en 2010.
3. L'Espagne a pour objectif d'atteindre au minimum 0.5 % d'ici 2008, puis 0.7 % d'ici 2012. L'Espagne estime atteindre un ratio APD/RNB de 0.56 % en 2010.
4. Le Royaume-Uni a annoncé 0.56 % en 2010-11 et 0.7 % d'ici 2013.
5. L'Australie prévoit une augmentation continue de l'APD. L'Australie a annoncé son intention d'atteindre un ratio APD/RNB de 0.5 % d'ici 2015-16 et, en mai 2008, le gouvernement australien a annoncé des objectifs intermédiaires de 0.35 % en 2009-10, 0.37 % en 2010-11 et 0.38 % en 2011-12. Le chiffre de ce tableau prend en compte l'hypothèse d'une inflation annuelle moyenne de 2.5 %.
6. Le Canada a l'intention de doubler le niveau 2001 de son Enveloppe de l'aide internationale (EAI) d'ici 2010 en termes nominaux. Les autorités canadiennes ont estimé que l'APD (composée en grande partie de l'EAI) sera de 5.1 milliards de dollars canadiens en 2010. Le chiffre d'APD montré dans ce tableau a été corrigé pour une inflation annuelle de 2 % et converti en USD au taux de change de 2007.
7. Au cours des cinq années 2005-09, le Japon a l'intention d'augmenter son volume d'APD de 10 milliards de USD au total, par rapport à son volume d'APD nette en 2004. La projection du Secrétariat suppose que l'APD aura augmenté de 2.41 milliard de USD en 2010 par rapport à 2004. Le chiffre estimé pour 2009 est maintenu pour 2010 en supposant que le volume d'APD nette en 2009 sera maintenu en 2010. Il n'y a pas d'ajustement pour l'inflation.
8. La Nouvelle-Zélande annonce que son aide atteindra NZD 600 millions d'ici 2010-11, confirmant ainsi son engagement envers les projections actuelles. Le Secrétariat estime que le ratio APD/RNB sera de 0.35 % en 2010.
9. Le Parlement (Conseil aux États en septembre 2008 et Conseil national en décembre 2008) a décidé de porter l'APD à 0.5 % d'ici 2015. La mise à disposition des moyens supplémentaires nécessaires pour atteindre cet objectif sera définitivement décidée avec l'approbation du crédit-cadre complémentaire en 2009. Ceci devra permettre d'atteindre un ratio APD/RNB de 0.40 % à partir de 2009.
10. Les États-Unis ne publient et n'approuvent pas de projections sur l'APD. Le chiffre montré dans ce tableau est purement une estimation du Secrétariat fondée sur l'APD 2004, plus 5 milliards de USD en valeur nominale par an au titre des engagements pris au sommet du G8 de Gleneagles sur l'augmentation de l'aide à l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'au titre du Millennium Challenge Account, et des initiatives sur le sida, le paludisme et l'aide humanitaire.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527717406437>

## Notes relatives aux différents membres du CAD

Les notes relatives aux différents membres du CAD sont présentées par ordre alphabétique et un encadré y est adjoint pour chacun de ceux qui ont fait l'objet d'un examen en 2008 (Australie, France, Luxembourg et Norvège). Dans les graphiques par pays, les données relatives à l'APD nette (cadre supérieur gauche) se rapportent à 2007 ; les autres renvoient à la moyenne de la période 2006-07, sauf indication contraire.



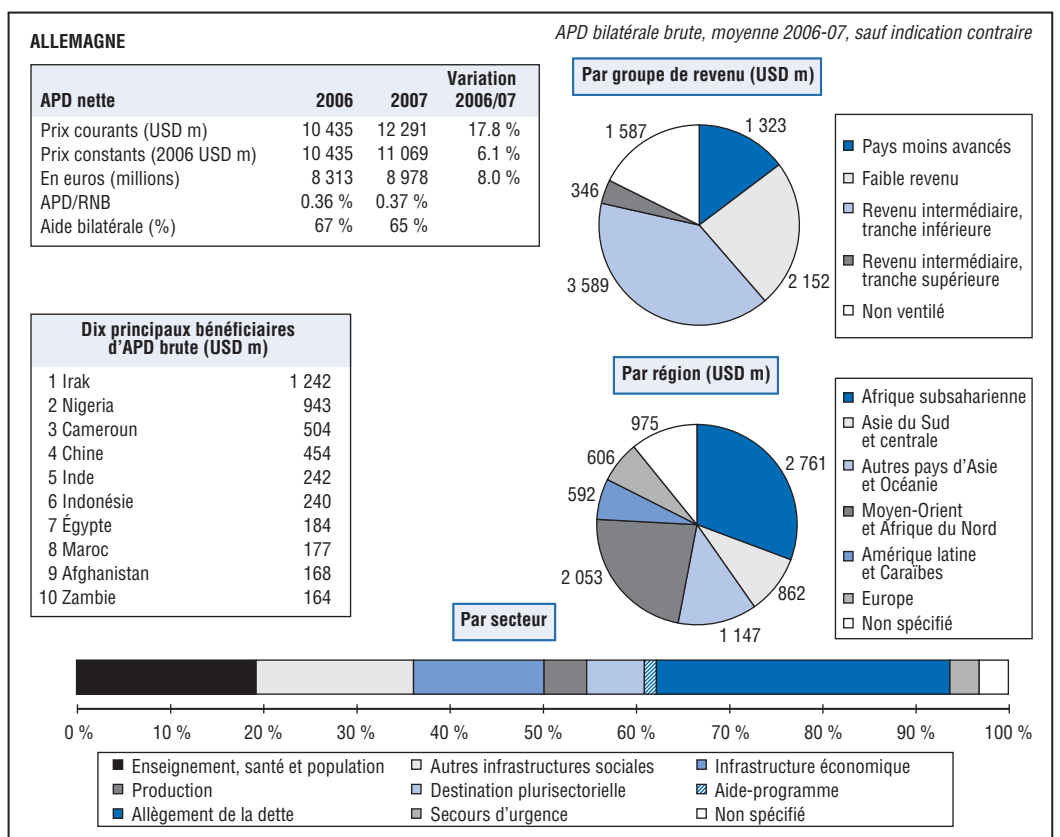
## ALLEMAGNE

En 2007, l'APD nette de l'Allemagne s'est élevée à 12.29 milliards USD, soit un accroissement de 6.1 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a également progressé, passant de 0.36 % en 2006 à 0.37 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La volonté de l'Allemagne d'œuvrer à la réalisation des OMD s'exprime dans son Programme d'action à l'horizon 2015 et elle est fréquemment réaffirmée. La politique allemande en matière de développement a principalement pour objectifs de faire reculer la pauvreté, de consolider la paix, d'encourager la démocratie, de promouvoir l'instauration d'une mondialisation équitable et d'assurer la protection de l'environnement. Pour favoriser l'avènement d'un développement durable, l'Allemagne encourage l'efficacité économique, la justice sociale, la viabilité écologique et la stabilité politique.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* L'Allemagne cherche à accroître l'efficacité de ses efforts pour le développement. Son dispositif de coopération, adopté en 2005 par le ministère de la Coopération (BMZ), s'est traduit par un plan de mise en œuvre de la Déclaration de Paris étoffé avec les conclusions du 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau réuni à Accra. Le BMZ a coopéré activement à la préparation de cette réunion en insistant sur la complémentarité et la répartition des tâches, le renforcement des capacités et la responsabilité mutuelle. L'Allemagne a ramené le nombre de ses pays partenaires de 83 à 58, mais elle participe à des dispositifs de financements conjoints sur la base d'engagements pluriannuels.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* L'Allemagne contribue avec résolution à l'application des trois Conventions de Rio. Elle encourage aussi la coopération et la recherche de cohérence pour renforcer les synergies. Elle a participé activement à l'élaboration de la Stratégie décennale pour l'accélération de la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification. Elle joue un grand rôle dans les négociations en cours pour la mise en place d'une vaste politique de lutte contre le changement climatique après 2012 (Convention-cadre sur les changements climatiques). Elle consacre environ 1 milliard EUR par an à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation des pays que celui-ci affecte. Les fonds destinés à la préservation et à l'exploitation durable de la diversité biologique et des forêts augmenteront de 500 millions EUR à compter de la période 2009-12, et il est prévu de leur affecter 500 millions EUR par an à partir de 2013.



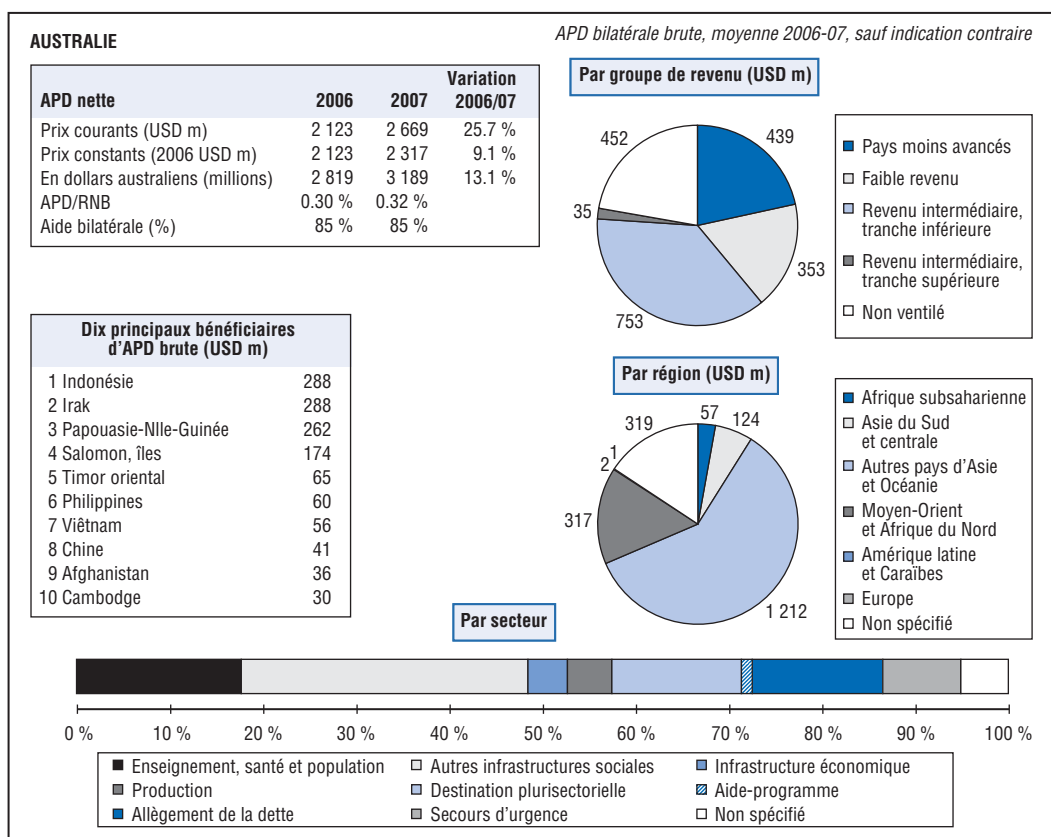
## AUSTRALIE

En 2007, l'APD nette de l'Australie s'est élevée à 2.67 milliards USD, soit une augmentation de 9.1 % en termes réels relativement à 2006. Le rapport APD/RNB s'est lui aussi accru, passant de 0.30 % en 2006 à 0.32 % en 2007. Cette évolution a été due à une progression de l'aide bilatérale.

**Engagement vis-à-vis des OMD.** L'Australie s'engage résolument dans la réalisation des OMD, notamment dans la région Asie-Pacifique. Elle collabore de près avec ses partenaires à améliorer l'environnement pour les stratégies de lutte contre la pauvreté définies par les pays, ainsi qu'à favoriser la croissance, la bonne gestion des affaires publiques et la stabilité, indispensables à la concrétisation des OMD. L'Australie investira un complément de 200 millions USD sur quatre ans pour aider les organismes des Nations Unies à mieux canaliser les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue des OMD. Elle s'est engagée à accroître le volume et l'efficacité de son aide, et à porter son rapport APD/RNB à 0.5 % à l'horizon 2015-16. L'APD australienne est passée à 0.32 % du RNB en 2008-09, et les autorités l'augmenteront chaque année.

**Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.** L'Australie adhère aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et elle axe ses efforts sur les réformes de base du Programme d'action d'Accra. Elle a ainsi négocié en 2008 avec des pays Pacifique de nouveaux Partenariats pour le développement, avec un souci renforcé du principe de responsabilité mutuelle en matière de résultats. L'Office de l'efficacité du développement (ODE) de l'AusAID évalue la qualité et l'impact du programme d'aide de l'Australie dans son rapport annuel, l'ARDE (*Annual Review of Development Effectiveness*). Les rapports sur les résultats de l'aide ont été améliorés, et ils sont rendus publics ainsi que les rapports d'évaluation.

**Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.** L'Australie a ratifié la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques et la Convention onusienne sur la lutte contre la désertification. Elle est signataire de la Convention sur la diversité biologique. Elle a versé 240 millions USD au Fonds pour l'environnement mondial depuis sa création en 1991, y compris 59.8 millions USD pour le financement du programme de travail 2006-10. L'Australie a apporté en 2008 plus de 130 millions USD aux programmes dédiés au changement climatique et à la protection de l'environnement.



**Encadré 6.1. Examen par le CAD de l'aide de l'Australie, 4 décembre 2008***Examineurs : Irlande et Portugal*

Lors de son examen, le CAD a constaté que l'aide consentie par l'Australie en 2007 s'est chiffrée à 2.67 milliards USD, soit 0.32 % du revenu national brut (RNB), ce qui représente une progression substantielle par rapport aux deux années précédentes. Il s'est par ailleurs félicité de l'engagement qu'a pris ce pays pour 2015-016 de consacrer 0.5 % de son RNB à l'aide publique au développement (APD).

L'examen a mis en évidence d'importants changements constructifs dans le programme d'aide de l'Australie depuis 2004, dans lequel une plus large place est faite à la lutte contre la pauvreté et à la promotion des OMD et qui a été intégralement délié. Le CAD a salué la concentration des efforts de l'Australie sur la région Asie-Pacifique et la persistance de son engagement dans des pays en situation de fragilité – à peu près 50 % des apports de l'Australie prennent le chemin d'États fragiles. Le Comité s'est également félicité de l'intérêt accru manifesté au plus haut niveau politique pour le partenariat, lequel constitue un nouvel axe important du programme australien, comme le montre l'initiative *Pacific Partnerships for Development* basée sur les principes du respect et de la responsabilité mutuels. Au vu de l'impulsion et du soutien émanant des plus hautes sphères politiques, le CAD a recommandé l'élaboration d'un nouvel énoncé de politique qui fixerait le cadre stratégique de l'aide australienne au développement.

Le CAD a noté que l'approche rigoureusement pangouvernementale adoptée par l'Australie facilite la cohérence des politiques et qu'AusAID, l'organisme australien en charge des questions de développement, joue un rôle capital pour garantir la cohérence de la démarche des différents ministères intervenant dans la mise en œuvre du programme d'aide, y compris s'agissant de la promotion des principes d'efficacité de l'aide.

L'examen a aussi été l'occasion d'apprendre qu'AusAID avait opéré une réforme en profondeur de ses structures internes. Elle a en particulier délégué davantage de pouvoirs aux instances de terrain, amélioré ses procédures internes et systèmes de suivi des performances afin de favoriser une gestion axée sur les résultats et l'apprentissage, et renforcé ses capacités d'analyse et d'évaluation des programmes d'aide. L'Australie a en outre pris l'initiative novatrice, en avril 2006, de créer un Bureau de l'efficacité du développement (*Office of Development Effectiveness*), qui procède à des évaluations franches du programme d'aide.

Le Comité a constaté que des problèmes n'en subsistent pas moins. En renforçant son engagement dans les pays africains, où la concrétisation des OMD a pris du retard, l'Australie devra s'interroger sur les meilleurs moyens de gérer cet élargissement de son rayon d'action géographique, sans perdre de vue l'appel lancé dans le Programme d'action d'Accra à la réduction de la fragmentation de l'aide, avec les coûts qui en découlent. Le Comité a invité l'Australie à se saisir des possibilités qui s'offrent de recourir à des dispositifs de coopération déléguée ou de passer par les organisations multilatérales ainsi que de faire davantage appel aux ONG lorsqu'elle intervient dans de nouveaux pays. Tout en accroissant le volume de son aide, l'Australie doit préserver à cette dernière un ciblage sectoriel stratégique au niveau des pays et la faire de plus en plus transiter par les systèmes nationaux des pays en développement. Tous les acteurs publics australiens doivent adopter la même optique du développement dans la mise en œuvre du programme d'aide.

**Encadré 6.1. Examen par le CAD de l'aide de l'Australie, 4 décembre 2008 (suite)***Examineurs : Irlande et Portugal*

Parmi les autres éléments importants qui sont ressortis de l'examen, figurent les suivants :

- Le CAD a salué les efforts considérables déployés par l'Australie pour intégrer la problématique hommes-femmes dans son programme d'aide et l'a invitée à continuer de partager avec les autres donateurs les bonnes pratiques qu'elle a ainsi mises au jour. Parallèlement, il a recommandé qu'elle s'appuie sur les enseignements de cette expérience pour intégrer aussi efficacement dans son programme les considérations d'environnement.
- AusAID a été conviée à intensifier ses efforts de communication afin d'entretenir le soutien du public et des sphères politiques en faveur d'une expansion du programme de coopération pour le développement et faire mieux connaître les implications de la mise en œuvre des principes d'efficacité de l'aide, à commencer par les nouvelles modalités d'acheminement qui en résultent.
- Le CAD a encouragé l'Australie à continuer à évaluer l'impact de son approche globale du renforcement des capacités et à poursuivre sa réflexion sur les moyens de renforcer durablement les capacités. Il l'a aussi incité à partager davantage avec les autres donateurs ses travaux d'analyse et les enseignements de son expérience concernant le renforcement des capacités et l'amélioration de la gouvernance dans divers contextes.

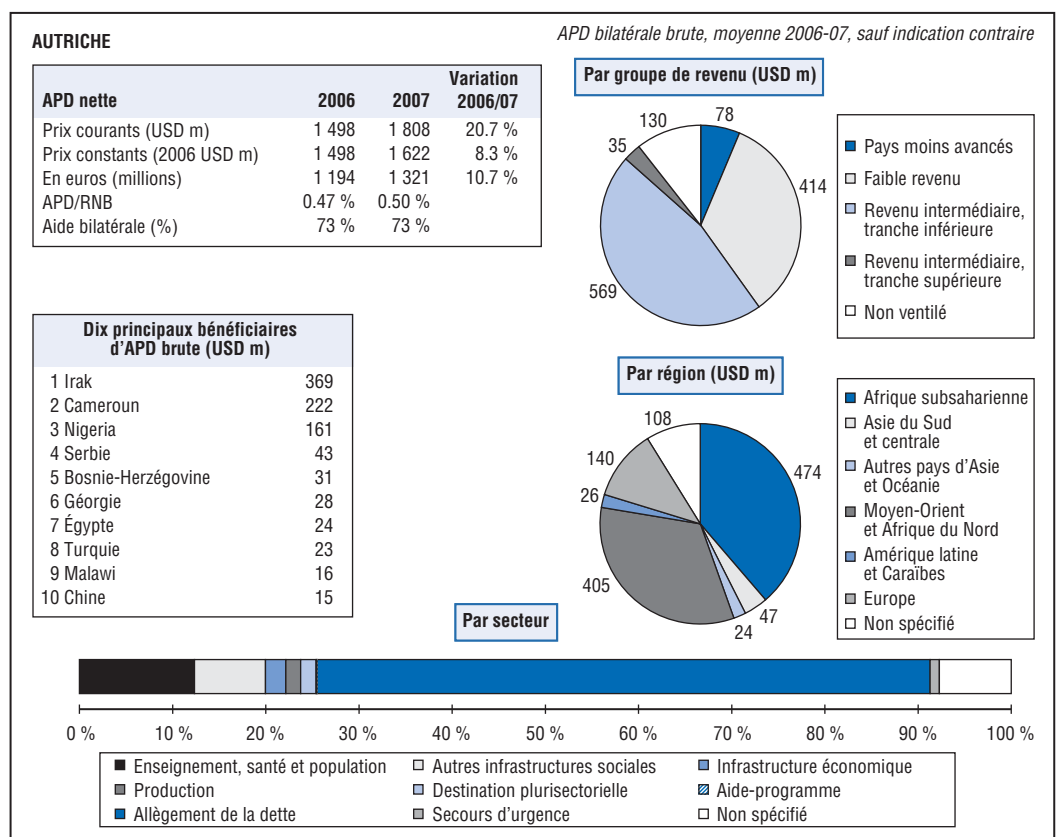
## AUTRICHE

En 2007, l'APD nette de l'Autriche s'est chiffrée à 1.81 milliard USD, soit une augmentation de 8.3 % en termes réels relativement à 2006. Le rapport APD/RNB a aussi progressé pour passer de 0.47 % en 2006 à 0.50 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'Autriche adhère activement à la Déclaration du Millénaire, au Consensus de Monterrey sur le financement du développement, et aux conclusions du Sommet mondial de 2005. La Loi fédérale sur la coopération pour le développement votée en 2002 puis modifiée en 2003 fait de la lutte contre la pauvreté l'un des trois principes directeurs de l'APD. L'Autriche entend porter son rapport APD/RNB à 0.51 % à l'horizon 2010, et axer cet effort sur les pays et les régions les plus pauvres.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* L'Autriche intègre dans ses programmes et sa coopération pour le développement les cinq grands axes de la Déclaration de Paris, et elle a invité ses bureaux locaux et ambassades à s'y conformer. Elle accroît la part de son programme d'aide au soutien budgétaire et aux approches sectorielles, et elle s'applique à intégrer ses concours dans des programmes coordonnés avec les pays partenaires et exécutés sous leur conduite. Elle assiste par ailleurs plusieurs des nouveaux membres de l'UE dans leur mise en place de dispositifs d'aide tenant compte des principes d'efficacité.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Outre sa contribution financière aux secrétariats des Conventions et au FEM, notamment au Fonds des Nations Unies pour les PMA, l'Autriche veille à tenir compte des conventions onusiennes sur le changement climatique dans ses actions de développement. Elle donne priorité aux problèmes que pose le changement climatique et à la coordination de la lutte contre la désertification et la diminution de la biodiversité. Elle s'emploie ainsi à accroître, lors de la planification du développement des pays partenaires, la place des stratégies et des plans d'action nationaux s'inspirant des Conventions. L'Autriche veut prendre en considération toutes les dimensions planétaires de l'environnement dans ses programmes de coopération au développement. Elle œuvre résolument au renforcement des capacités d'analyse et des capacités technologiques. Elle a entrepris en 2008 d'élaborer une nouvelle stratégie d'intégration des questions d'environnement mettant en œuvre les Conventions de Rio.



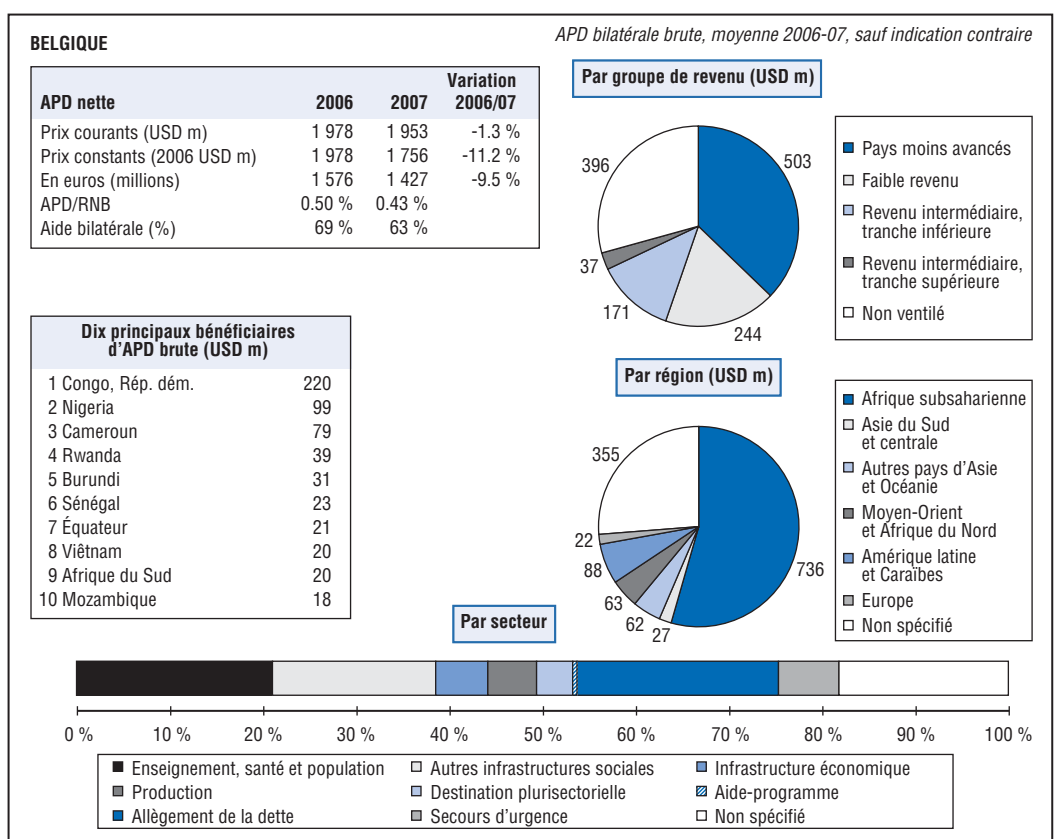
## BELGIQUE

En 2007, l'APD nette de la Belgique a diminué de 11.2 % en termes réels relativement à 2006 pour tomber à 1.95 milliard USD. Son rapport APD/RNB est passé de 0.50 % en 2006 à 0.43 % en 2007. Ce recul a principalement tenu à la baisse des allègements de dettes enregistrée en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Les OMD constituent le fil rouge de la politique d'aide de la Belgique, pour qui les mesures de lutte contre la pauvreté contribuent à prévenir les conflits et sont essentielles à la promotion d'un développement humain durable. Une grande partie de son APD est ainsi affectée aux PMA, et nombre de ses interventions concernent des États fragiles d'Afrique centrale. Dans la lutte contre la pauvreté et la faim, la Belgique privilégie l'amélioration de la production agricole et la sécurité alimentaire. Elle s'est engagée à consacrer 10 % de son APD à l'agriculture d'ici 2010.

*Efficacité de l'aide.* Deux nouveaux documents stratégiques (la Note ministérielle de politique générale et le plan de management du directeur général de la coopération au développement) stipulent que les priorités et les procédures du pays partenaire doivent orienter l'effort de la coopération belge. Dans ce cadre, la Belgique travaille à une meilleure cohérence entre ses trois canaux de coopération (directe, indirecte et multilatérale). Elle applique à chaque nouveau projet d'aide bilatérale directe le Code de conduite de l'Union européenne, et elle concentre son aide sur seulement deux secteurs. Enfin, elle révisé ses procédures internes afin d'améliorer la prévisibilité de son aide.

*Soutien à la mise en œuvre des Conventions de Rio.* La Belgique participe activement aux négociations des Conventions de Rio, plus particulièrement dans les domaines du financement des actions et du suivi de la mise en œuvre des décisions des parties. La synergie entre climat, biodiversité et désertification occupe une place centrale dans les actions de développement. Une nouvelle « boîte à outils » environnementale est en cours d'élaboration afin d'intégrer la problématique de l'environnement dans les interventions de coopération. La Belgique veillera particulièrement au développement d'actions économes en carbone (« mitigation »), ainsi qu'à l'adaptation. Le renforcement des capacités des partenaires et le transfert des technologies adaptées seront privilégiés.



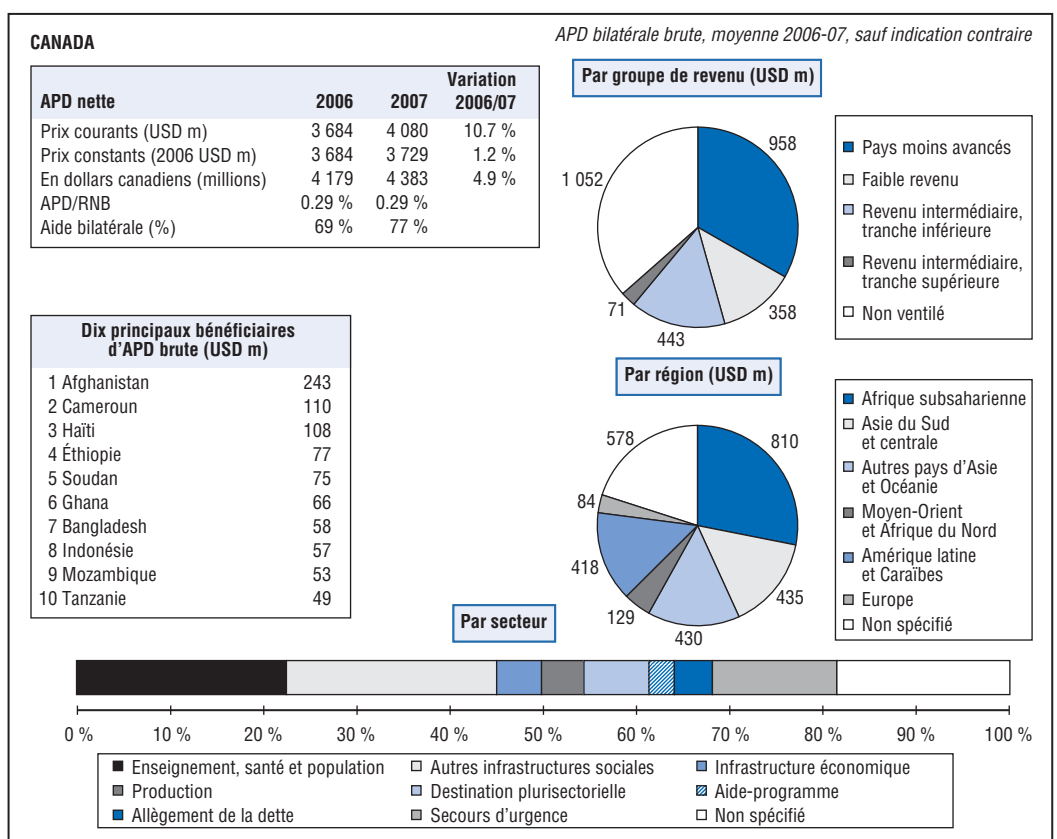
## CANADA

En 2007, l'APD nette du Canada s'est élevée à 4.08 milliards USD, soit une augmentation de 1.2 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB est resté à 0.29 %.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'APD canadienne privilégie la gouvernance démocratique, l'enseignement primaire, la santé, la sécurité alimentaire, le développement du secteur privé, l'égalité hommes-femmes et l'environnement. Le Canada prévoit de doubler son aide pour la porter à 5 milliards USD en 2010-11 et de la délier totalement à l'horizon 2012-13. Il a affecté 2.1 milliards USD à l'Afrique en 2008-09, en déliant l'aide alimentaire. Il s'est engagé à délier la totalité de ses activités d'aide au développement d'ici à 2012-13.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* Responsabilité et efficacité de l'aide sont au cœur de la stratégie de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour qui, dans les États fragiles, une approche coordonnée des administrations, l'alignement des donateurs et l'harmonisation de leurs projets peuvent donner des résultats. Une saine gouvernance, l'appropriation démocratique, l'égalité hommes-femmes et la protection de l'environnement sont pour le Canada des facteurs essentiels d'une réduction durable de la pauvreté. Il se mobilise à l'international pour impliquer organisations de la société civile et donateurs non membres du CAD dans le dialogue sur l'efficacité de l'aide, et pour harmoniser les évaluations des institutions multilatérales par les donateurs bilatéraux. L'ACDI veut améliorer la transparence dans l'affectation pluriannuelle des ressources aux programmes-pays, et responsabiliser les acteurs en faveur de l'efficacité de l'aide par des contrats de résultats.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Le Canada a ratifié la Convention-cadre sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification. Il s'acquittera des obligations correspondantes en contribuant au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et, plus modestement, aux diverses conventions. Il s'efforcera d'intégrer les accords multilatéraux sur l'environnement dans les initiatives de l'ACDI.



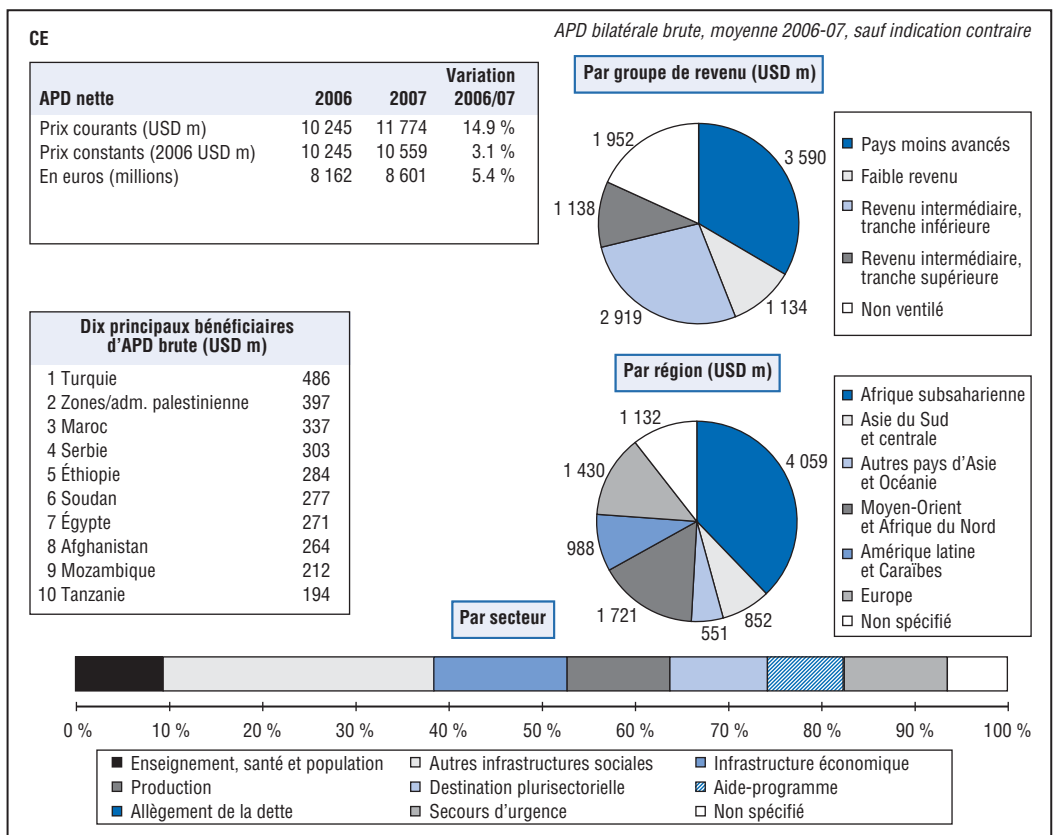
## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

En 2007, l'APD nette de la CE s'est élevée à 11.77 milliards USD, ce qui représente une progression de 3.1 % en termes réels par rapport à 2006.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La Commission européenne œuvre en faveur des OMD par des aides sectorielles et des soutiens budgétaires dans le cadre de stratégies de développement intégrées. Elle consacrera ainsi 2 milliards EUR à l'éducation et 2.6 milliards EUR à la santé durant la période 2007-13. La CE veille à la cohérence de ses politiques de développement.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* La CE applique la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les engagements complémentaires de l'UE découlant notamment du Code de conduite sur la division du travail. Les conclusions du Conseil de l'UE de mai 2008 et le concours de l'UE au 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide contiennent des recommandations en ce sens. Le Programme d'action d'Accra sera articulé avec la stratégie de l'UE pour l'efficacité de l'aide. La CE étouffera les dispositions relatives au suivi et aux activités futures en s'inspirant des conclusions de la Conférence de Doha sur le financement du développement.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Dans le cadre du Programme pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, 76 millions EUR ont été affectés en 2007 aux objectifs des Conventions et à la promotion des sources d'énergie renouvelables et de l'efficacité énergétique. La CE a pris deux fortes initiatives avec l'installation du Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (80 millions EUR), et le lancement de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (50 millions EUR). Délégations et bureaux géographiques veillent à intégrer la gestion de l'environnement et des ressources dans les programmes inspirés des stratégies-pays. Le 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement a reçu 20 millions EUR pour renforcer l'exécution des accords multilatéraux sur l'environnement.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/527317770258>

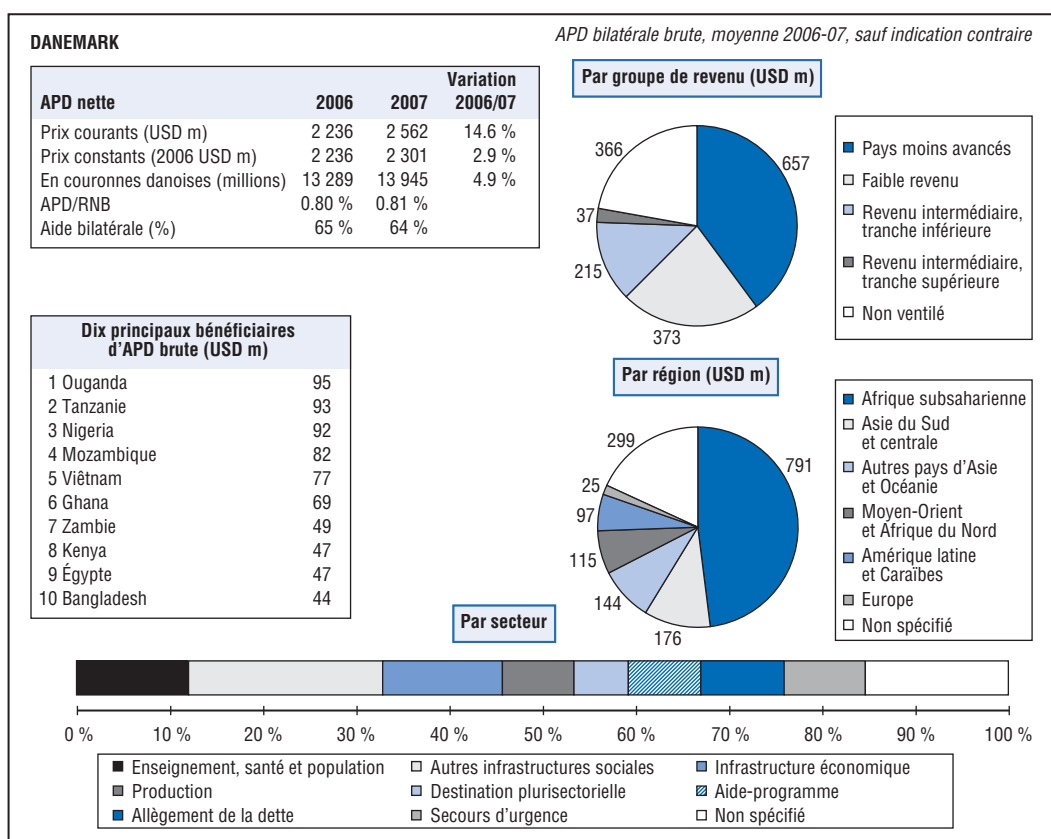
## DANEMARK

En 2007, l'APD nette du Danemark s'est chiffrée à 2.56 milliards USD, soit une augmentation de 2.9 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a lui aussi progressé pour passer de 0.80 % en 2006 à 0.81 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'aide danoise vise à réduire la pauvreté par le développement durable et la réalisation des OMD, comme le montre sa ventilation géographique et sectorielle. L'aide bilatérale bénéficie d'abord à l'Afrique subsaharienne, et les programmes sont axés sur les infrastructures et les services sociaux. Le Danemark accorde une place particulière à l'égalité hommes-femmes et l'émancipation des femmes. Il intensifie ses efforts de défense de l'environnement et de lutte contre le sida.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* En 2007, le CAD a salué la façon constructive dont le Danemark dispensait son aide. Celle-ci est décentralisée, ce qui favorise l'appropriation par les pays bénéficiaires et y encourage les partenariats autour de programmes sectoriels. La stratégie du Danemark a permis : i) de réduire l'assistance technique et de rénover l'approche du renforcement des capacités; ii) de privilégier les programmes sectoriels à long terme; iii) de mieux mesurer les résultats; iv) de concourir à la coordination des donateurs et à la mise en place d'approches conjointes; v) de progresser dans le déliement de l'aide. Le Danemark veille à l'appropriation démocratique, à l'utilisation des systèmes des pays, à la division du travail, à la gestion axée sur les résultats et à la responsabilité mutuelle.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Le Danemark considère l'environnement comme une question transversale tant pour la coopération multilatérale que pour les programmes, et il prévoit une aide spécifique en la matière. Il comptabilise depuis 2001 l'aide bilatérale au développement ayant un lien avec les Conventions de Rio, ainsi que les activités ayant pour objectif principal l'application de ces conventions. Elles totalisaient respectivement, en 2007 : 797 millions USD et 80 millions USD pour la Convention sur la diversité biologique, 1.075 milliard USD et 322 millions USD pour la Convention-cadre sur les changements climatiques, et 746 millions USD et 2 millions USD pour la Convention sur la lutte contre la désertification.



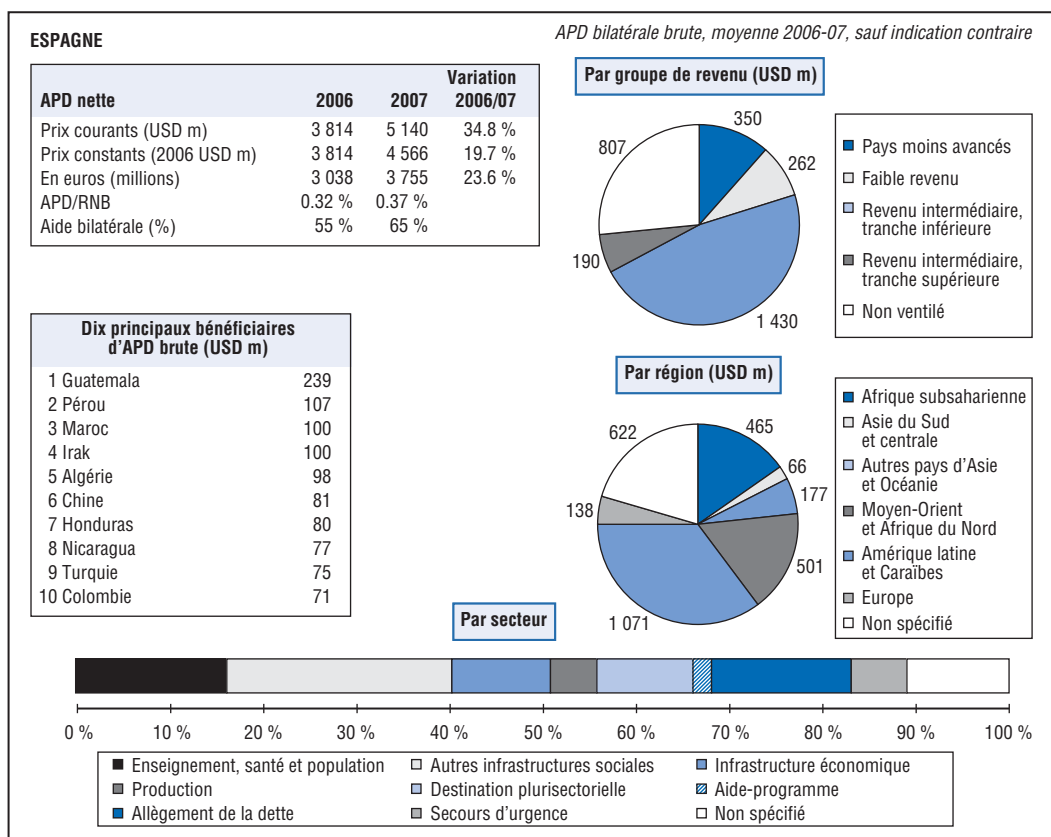
## ESPAGNE

En 2007, l'APD nette de l'Espagne s'est élevée à 5.14 milliards USD, soit une hausse de 19.7 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a également progressé, passant de 0.32 % en 2006 à 0.37 % en 2007. Cet accroissement a principalement tenu à une augmentation de ses contributions aux organismes multilatéraux, qui s'est inscrite dans le cadre d'un processus programmé d'intensification continue de son effort d'aide.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'Espagne inscrit sa coopération pour le développement dans le cadre des OMD, et son Plan directeur pour la coopération internationale (2005-08) se donne pour finalité la réduction de la pauvreté. L'Espagne cible ainsi son aide sur les pays à revenu intermédiaire et sur les segments les plus pauvres de la société. L'APD devrait représenter 0.5 % de son RNB en 2008 et atteindre 0.7 % en 2012, avec trois ans d'avance sur l'échéance fixée par l'UE, grâce à l'engagement des autorités nationales en faveur de la coopération pour le développement.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* L'Espagne articule sa mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra avec la réforme de son système d'aide. Les priorités stratégiques sont définies dans des plans annuels de coopération pour le développement, avec le souci d'une gestion axée sur les résultats et de la responsabilité mutuelle. Les principes de Paris sont inscrits dans le statut juridique de l'Agence de coopération internationale pour le développement (AECID). L'efficacité de l'aide occupe une place essentielle dans le Plan directeur 2009-12, avec un arsenal d'objectifs à court, moyen et long termes.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* La Convention-cadre sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification forment la trame du Document stratégique de 2008 sur l'environnement et le développement durable qui inspire la coopération espagnole pour le développement. Le nouveau Plan directeur prévoit des transferts de technologie et un soutien aux plans d'action nationaux pour favoriser la mise en œuvre des Conventions de Rio. L'environnement et le développement durable seront considérés comme un domaine transversal et un secteur prioritaire. Toute initiative est évaluée d'après les marqueurs de Rio. L'Espagne accroît ses importants concours financiers à ces Conventions, et deux dispositifs (Azahar et Araucaria XXI) veillent à leur application dans les pays en développement.



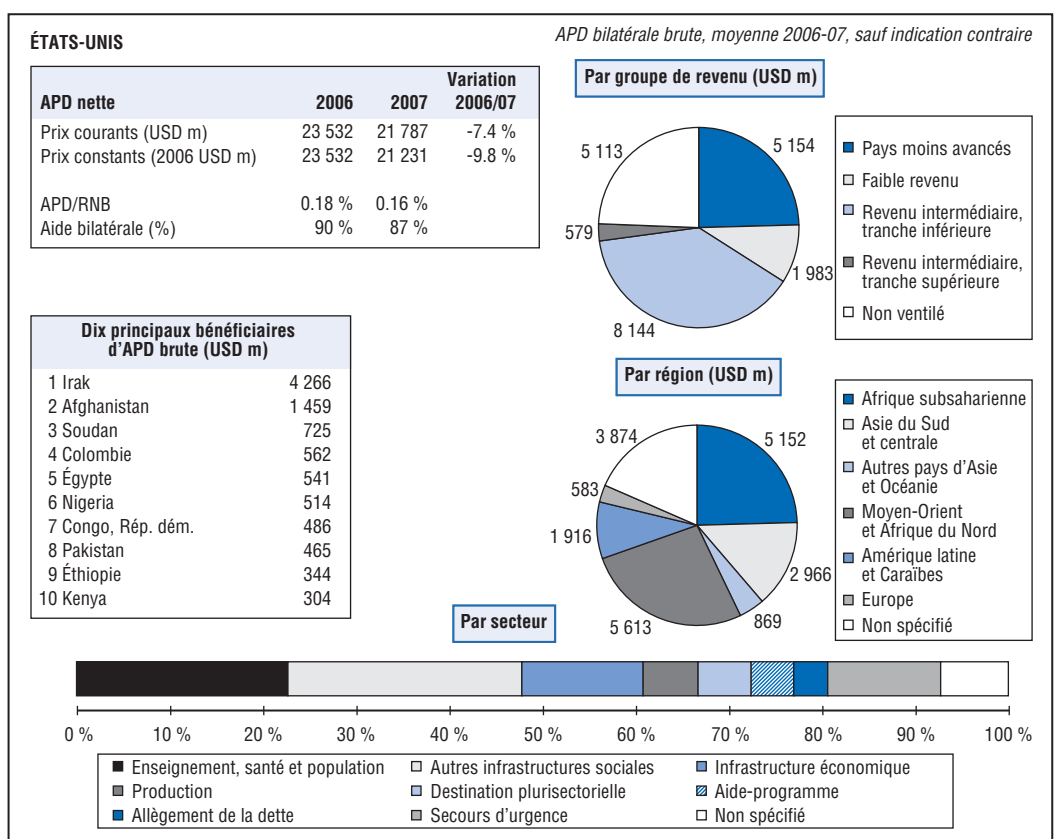
## ÉTATS-UNIS

En 2007, l'APD nette des États-Unis a baissé de 9.8 % en termes réels relativement à 2006 pour s'établir à 21.79 milliards USD. Son rapport APD/RNB a également diminué, passant de 0.18 % en 2006 à 0.16 % en 2007. Ce recul a surtout été dû à une réduction du niveau des allègements de dettes accordés en 2007, ainsi que des apports d'APD à l'Irak.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Les grands axes de l'aide extérieure des États-Unis (paix et sécurité, gouvernance démocratique et équitable, ressources humaines, croissance économique et aide humanitaire) sont jugés essentiels pour parvenir à réduire de moitié l'extrême pauvreté à l'horizon 2015. La stratégie étatsunienne s'articule en quatre volets : appropriation par les pays et bonne gouvernance, politique économique procroissance, investissement dans le capital humain, et réactivité aux situations de précarité créées par la défaillance ou la faiblesse des États.<sup>3</sup>

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* Conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, les États-Unis entendent renforcer la cohérence de leur aide afin de réduire les doublons et les coûts de transaction pour les pays partenaires. Trois avancées ont été relevées par le 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau : i) une plus grande cohérence de l'aide par un recours à tous les secteurs de l'administration ; ii) la mise en œuvre du Compte du défi du Millénaire et du Plan d'urgence de la Maison Blanche de la lutte contre le sida (PEPFAR), en phase avec le Consensus de Monterrey et la Déclaration de Paris ; iii) la réforme de l'aide extérieure entreprise par l'USAID.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Les États-Unis sont parties à la Convention sur la lutte contre la désertification, à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, à la Convention-cadre sur le changement climatique et à la Convention de Ramsar, et ils ont signé la Convention sur la diversité biologique. L'US Agency for International Development (USAID) veille à la viabilité économique de toutes les activités de développement et à leur respect de l'environnement global.



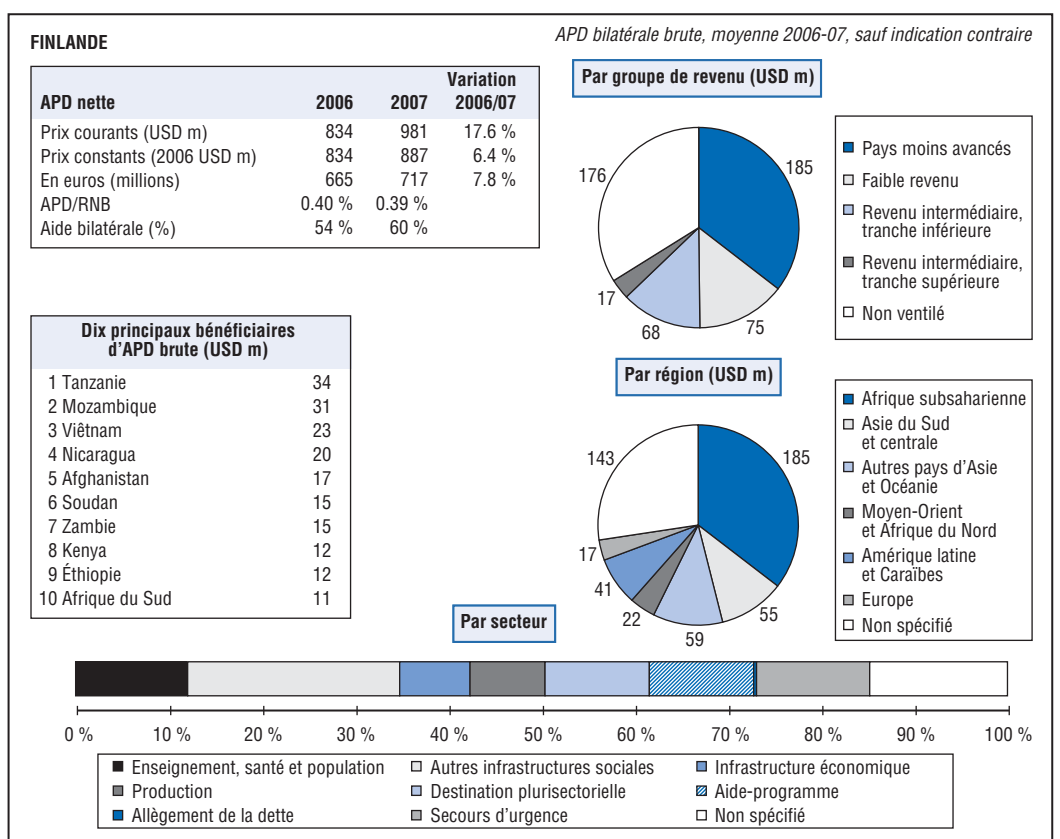
## FINLANDE

En 2007, l'APD nette de la Finlande s'est chiffrée à 981 millions USD, soit une augmentation de 6.4 % en termes réels relativement à 2006. Mais son rapport APD/RNB a diminué pour passer de 0.40 % en 2006 à 0.39 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'éradication de la pauvreté et un développement viable en termes économiques, sociaux et écologiques sont pour la Finlande les objectifs prioritaires de la coopération pour le développement, et les OMD exigent plus de cohérence des politiques. La Finlande préconise un partenariat mondial entre les secteurs public et privé des pays en développement comme des pays développés, la lutte contre la pauvreté étant facilitée par la croissance économique et l'essor du secteur privé.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* La Finlande souligne l'importance de l'efficacité, de la division du travail entre les donateurs et de l'appropriation par les pays bénéficiaires. Elle adhère à la Déclaration de Paris et se préoccupe d'améliorer ses pratiques. La planification et l'exécution de ses initiatives tiennent compte d'évaluations de leur application de la Déclaration de Paris. En 2007, la Finlande a concouru à l'élaboration du Code de conduite de l'UE sur la division du travail.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Pour la Finlande, tous les projets doivent être viables, et la réponse aux besoins présents ne doit pas réduire la marge de manœuvre des générations futures. Le principe du développement durable et celui d'une approche globale environnement-développement adoptés à la Conférence de Rio sont à la base de ses efforts en matière de coopération pour le développement. La Finlande a contribué en 2007 pour 13 millions EUR à la Convention-cadre sur les changements climatiques, et pour plus de 5 millions EUR aux Conventions sur la diversité biologique et sur la lutte contre la désertification. Pour la période 2006-10, la Finlande contribue à hauteur de 31.12 millions EUR (7.78 millions EUR par an) au Fonds mondial pour l'environnement.



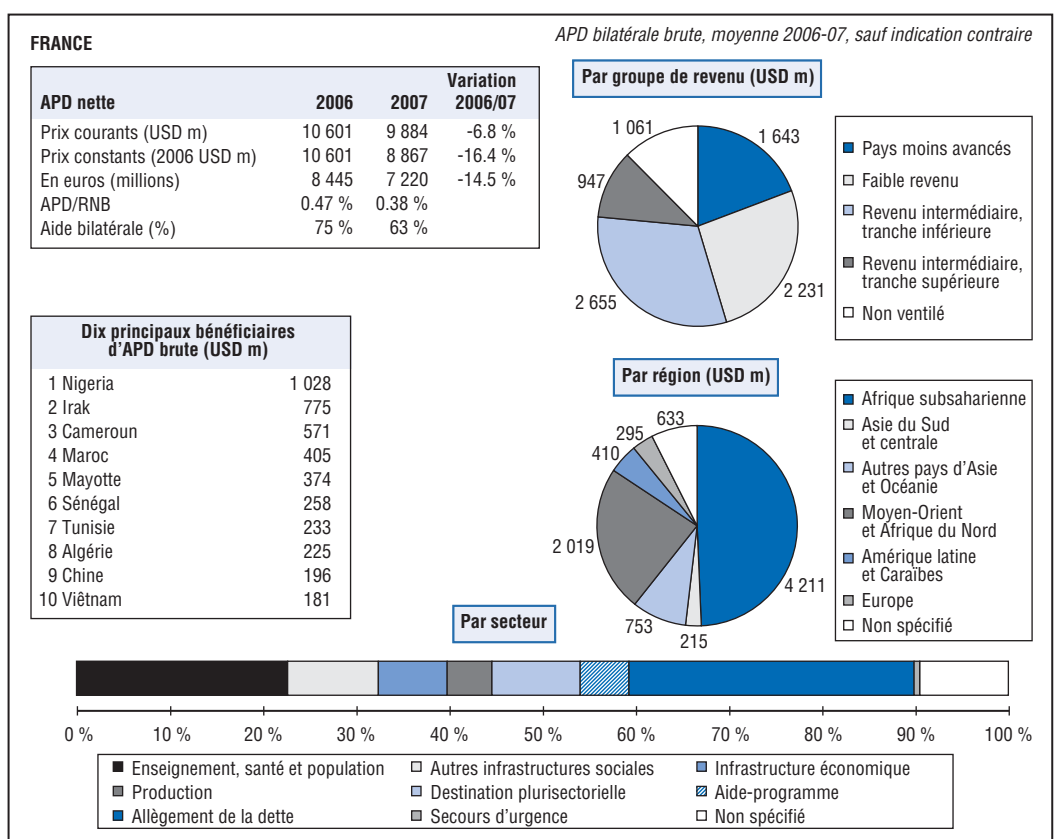
## FRANCE

En 2007, l'APD nette de la France a reculé de 16.4 % en termes réels relativement à 2006 pour s'établir à 9.88 milliards USD. Son rapport APD/RNB a également diminué pour passer de 0.47 % en 2006 à 0.38 % en 2007. Cette évolution a surtout tenu à la baisse des allègements de dettes accordés en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La France s'est dotée depuis 2005 de stratégies sectorielles qui renforcent sa contribution à la réalisation des OMD. L'aide de la France s'oriente prioritairement vers l'Afrique, et près du tiers de ses dons aux pays pauvres concernent l'éducation et la santé. La France se veut attentive aux luttes contre les maladies transmissibles et contre le changement climatique, et à la préservation de la biodiversité. Elle a contribué au lancement de la facilité internationale de financement pour la vaccination (IFFIm), et elle a introduit une taxe sur les billets d'avion pour renforcer l'aide sanitaire. Elle contribue au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis juin 2008, elle promeut un Partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation visant en réponse à la crise alimentaire mondiale.

*Efficacité de l'aide.* Fin 2006, la France a validé un plan d'action pour l'efficacité de l'aide axé sur trois recommandations : prévisibilité, complémentarité entre bailleurs, et déconcentration des moyens. Elle a concouru activement à la préparation du Forum d'Accra, et elle contribue à la mise en œuvre rapide, dans des pays pilotes, du Code de conduite européen sur la complémentarité et la division du travail. Elle promeut une approche multipartite de l'efficacité de l'aide à travers le projet de Charte européenne de la gouvernance. Elle a par ailleurs rejoint en 2007 le « MOPAN », réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales.

*Soutien à la mise en œuvre des conventions de Rio.* La France considère que l'avenir de la biosphère est lié aux questions de développement. Elle préconise une pleine intégration des questions du développement dans les conventions internationales sur le climat, la biodiversité et la désertification, et la prise en compte dans leurs travaux des besoins et contraintes spécifiques des PED. Elle entend réciproquement renforcer la prise en compte d'une gestion durable des ressources naturelles dans les politiques de développement.



**Encadré 6.2. Examen par le CAD de l'aide de la France, 6 mai 2008***Examineurs : Royaume-Uni et Suède*

La France est l'un des principaux acteurs de la communauté internationale dans le domaine de la coopération pour le développement. Son aide publique au développement s'est élevée à 9.94 milliards USD en 2007, ce qui la classe au troisième rang des donateurs membres du CAD. Cependant, comme chez la plupart de ces derniers, ce montant est inférieur à celui de 2006. La part de l'APD dans le revenu national brut est passée de 0.47 % en 2006 à 0.39 % en 2007.

La France s'étant alignée sur l'engagement de l'UE d'atteindre le chiffre de 0.51 % d'ici à 2010 et de 0.7 % pour 2015, elle doit prendre les dispositions nécessaires pour que son aide publique au développement augmente. À cette fin, il faut que le gouvernement ait fait approuver en 2008 par le Parlement les crédits d'APD requis dans le projet de loi de finances triennal. À cet égard, le CAD invite la France à examiner la façon dont elle notifie son aide au développement.

Le CAD a souligné que la France possédait des atouts particuliers, comme les liens étroits et de nature diverse qu'elle a établis au cours de l'histoire avec un grand nombre de pays en développement, ainsi que son aptitude à allier de multiples outils pour soutenir le développement. Il l'a félicitée pour les efforts qu'elle déploie en faveur de la paix et de la sécurité, et salué le rôle de premier plan qu'elle a joué au niveau international dans des domaines tels que le financement du développement et l'engagement dans les États fragiles. La France a en outre adopté des approches novatrices à l'échelon régional.

Le CAD a souligné le caractère morcelé du système français qui repose sur différents ministères et autres organismes. Les procédures suivies sont également complexes, ce qui amoindrit l'impact de ses efforts. Le CAD s'est aussi félicité du fait que l'examen de l'aide de la France ait lieu au moment où se déroule le processus de révision générale des politiques publiques, et a exprimé le souhait, à l'instar du secrétaire d'État chargé de la Coopération, que l'examen par les pairs facilite la réforme du système d'aide de la France.

Le CAD a invité la France à poursuivre les efforts qu'elle a engagés en 2004 en vue d'accroître l'impact de son aide et l'efficacité de son système. En particulier, celle-ci aurait intérêt à améliorer sa gestion stratégique tout en renforçant l'Agence française de développement, principal acteur de son aide. Ces mesures de réforme devraient prendre en compte les impératifs de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra pour l'efficacité de l'aide.

Par ailleurs, le CAD a recommandé à la France de renforcer le caractère stratégique de son approche de la coopération pour le développement en visant expressément l'objectif de réduction de la pauvreté. Si elle axait davantage ses efforts sur les pays les moins avancés et les États fragiles, elle pourrait accroître leur impact sur la pauvreté. Dans cette démarche, la France devrait s'efforcer de trouver un bon équilibre entre les dons et les prêts.

Les autres conclusions et recommandations formulées à l'issue de l'examen par les pairs sont, entre autres, les suivantes :

- La France devrait poursuivre son action en faveur de la prévention et du règlement des conflits, en particulier de la réforme du secteur de la sécurité.
- Elle est invitée à s'appuyer davantage sur les ONG pour la mise en œuvre de son programme de coopération pour le développement.
- Elle devrait s'engager davantage dans le domaine humanitaire, comme le font actuellement d'autres donateurs.

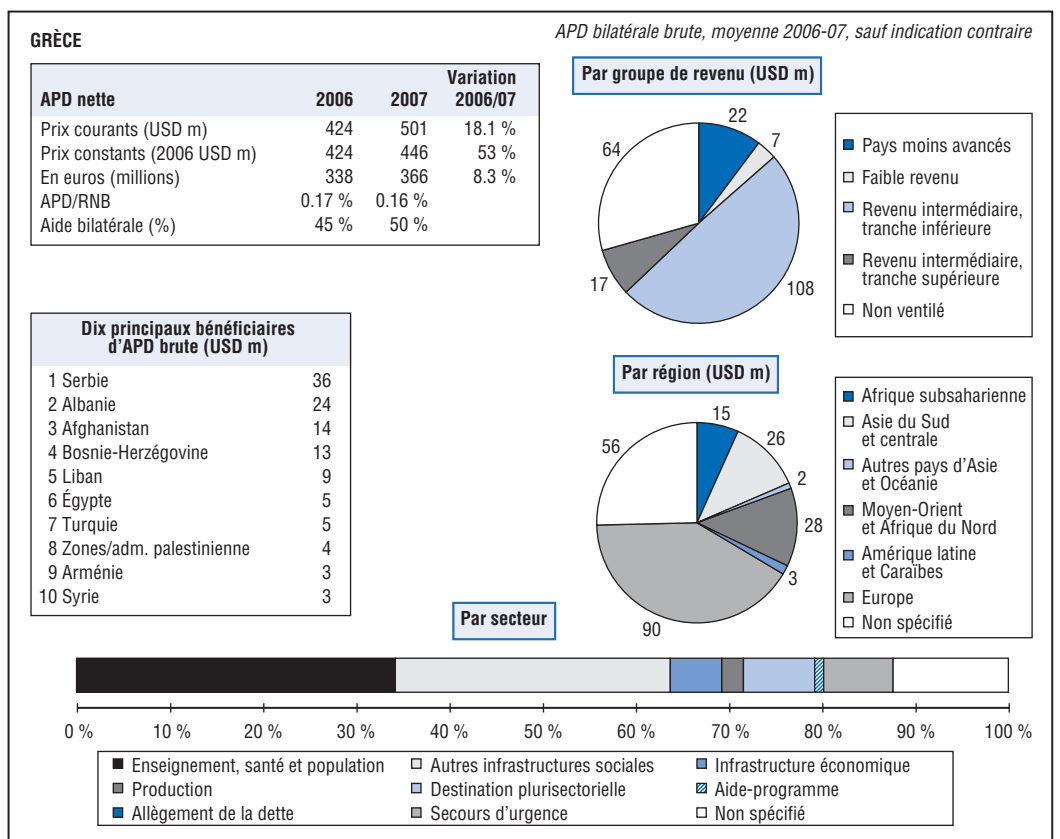
## GRÈCE

En 2007, l'APD de la Grèce s'est chiffrée à 501 millions USD, soit une augmentation de 5.3 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB est passé de 0.17 % en 2006 à 0.16 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La Grèce adhère aux OMD et s'efforce de contribuer à leur réalisation. Elle se préoccupe d'harmoniser sa politique de développement avec la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* La Grèce a récemment élaboré des documents stratégiques concernant huit pays qui mettent en application « plan d'action pour la coordination et l'harmonisation ». Ce plan veille à mieux intégrer les principes d'efficacité de l'aide dans son dispositif de coopération pour le développement. La Grèce participe avec d'autres donateurs au financement de projets de terrain. Elle coopère ainsi avec l'USAID dans les Balkans dans les secteurs de l'énergie et du tourisme, et en Jordanie dans celui du tourisme. La définition conjointe de programmes avec des partenaires de l'UE, comme en Éthiopie ou en Afghanistan, est un autre exemple du souci de la Grèce d'améliorer la répartition des tâches entre donateurs, un facteur essentiel à ses yeux.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* En matière de coopération pour le développement, la Grèce considère comme fondamental d'aider les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) à promouvoir les mesures qu'ils adoptent face au changement climatique et à prendre des initiatives locales ou internationales dans ce domaine. La Grèce considère ainsi le changement climatique comme un paramètre transversal de ses projets d'aide bilatérale, et elle préconise le financement de programmes d'adaptation à ce changement. Elle contribue également à des projets d'adaptation au changement climatique destinés à des PMA et des PEID d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes, élaborés dans le cadre d'organisations régionales spécialisées.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/527128637655>

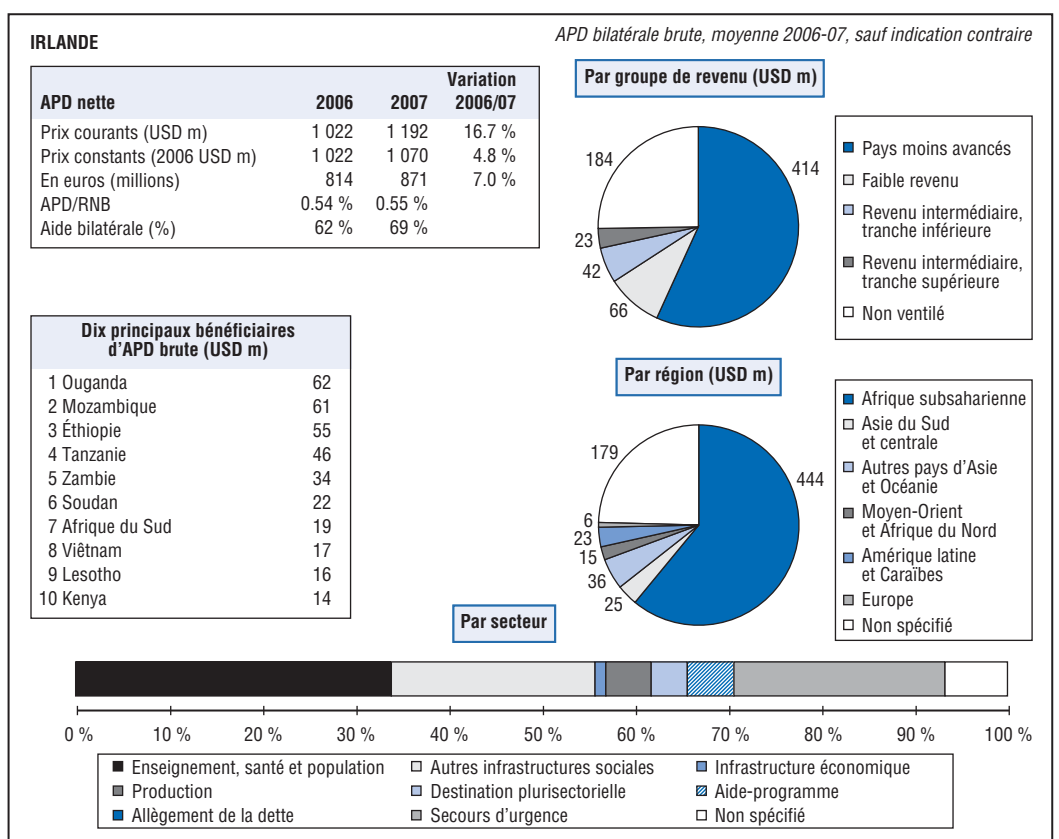
## IRLANDE

En 2007, l'APD nette de l'Irlande s'est élevée à 1.19 milliard USD, ce qui représente une augmentation de 4.8 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a également augmenté pour passer de 0.54 % en 2006 à 0.55 % en 2007, malgré une forte progression de son RNB.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Dans un premier Livre blanc sur sa coopération pour le développement, l'Irlande a réaffirmé en 2006 que les OMD constituaient le fil directeur de sa politique en la matière. Elle devrait réaliser avant 2012 l'objectif assigné par les Nations Unies de consacrer à l'aide 0.7 % du PIB national.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* L'Irlande insiste sur l'indispensable cohérence entre le financement des initiatives de portée mondiale et le soutien direct aux pays partenaires, et sur le parti à tirer de l'expérience acquise au niveau local dans le dialogue international. Elle participe pour sa part à des stratégies d'aide conjointes et à des dispositifs de répartition des tâches entre donateurs. La deuxième enquête de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris montre que l'Irlande est fortement attachée aux principes énoncés sur l'efficacité de l'aide. Elle s'est par ailleurs employée à enrichir les travaux du Forum de haut niveau d'Accra, où elle a coprésidé la Table ronde sur la responsabilité mutuelle.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* L'Irlande entend continuer à appliquer les accords multilatéraux sur l'environnement et à coopérer activement avec les organismes correspondants. Elle participe au financement du groupe d'experts chargé d'aider les PMA à élaborer des programmes d'action pour l'adaptation de ces pays au changement climatique, dans le cadre de la Convention des Nations Unies consacrée à la question. Elle contribue au Fonds pour les PMA chargé de financer les projets d'adaptation des PED au changement climatique, ainsi qu'au Fonds mondial pour la diversité des cultures, destiné à préserver la diversité végétale pour garantir la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.



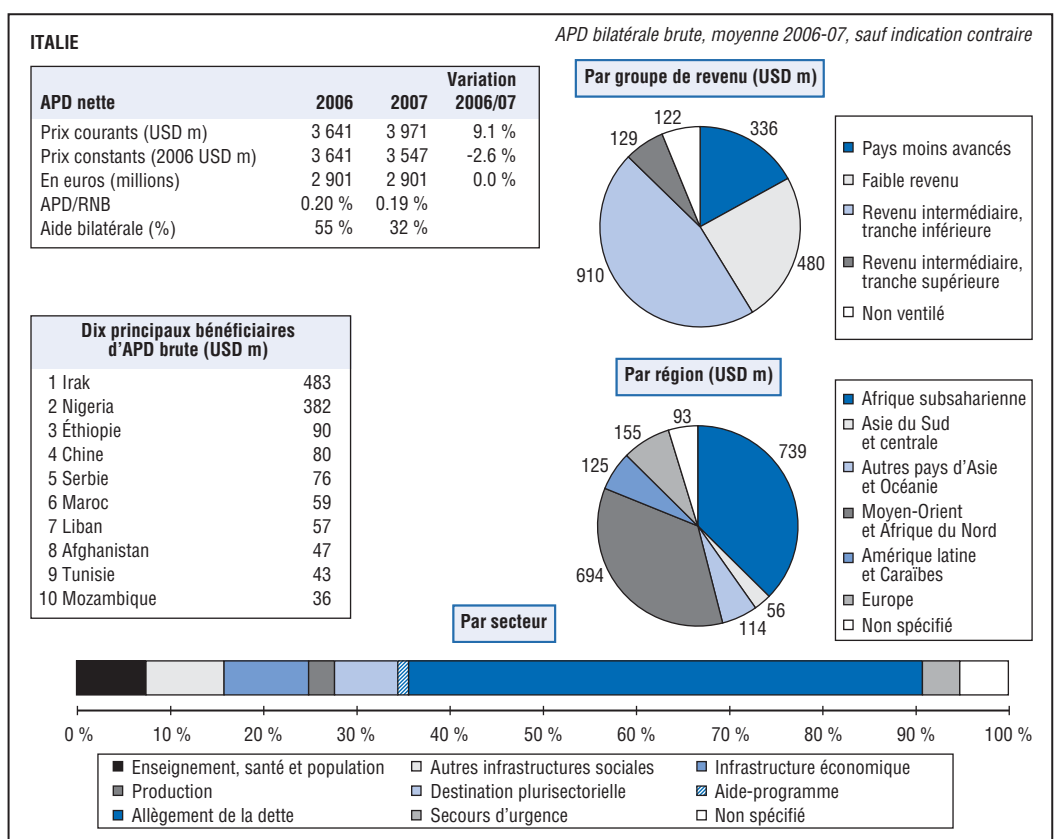
## ITALIE

**En 2007, l'APD nette de l'Italie a diminué de 2.6 % en termes réels relativement à 2006 pour s'établir à 3.97 milliards USD. Son rapport APD/RNB a également baissé, passant de 0.20 % en 2006 à 0.19 % en 2007.**

*Engagement vis-à-vis des OMD.* L'objectif de réduire de moitié l'extrême pauvreté avant 2015 reste le credo de la coopération italienne pour le développement, même si le pays n'a pas achevé la réforme structurelle engagée pour mettre ses activités en phase avec les OMD.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* L'Italie a activement participé au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide organisé en 2008 à Accra. Elle y a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre les recommandations de la Déclaration de Paris de 2005, et s'est dite très attachée au principe de l'appropriation démocratique. Cependant la coopération italienne souffre d'un manque de ressources qui affecte ses efforts visant à mettre à profit les résultats des évaluations. L'Italie s'est donc résolument engagée à donner suite au Forum d'Accra en élaborant son propre plan d'action national pour l'efficacité de l'aide.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Avec sa contribution d'un million EUR en 2008, l'Italie est l'un des donateurs les plus importants de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Depuis 1997, elle joue un rôle de premier plan dans la définition des stratégies de lutte contre la désertification. Elle s'est récemment engagée dans la mise en œuvre du nouveau Plan d'action (2007-17) de la Convention. La coopération italienne pour le développement contribue aussi financièrement au Mécanisme mondial de lutte contre la désertification hébergé par le FIDA, et elle soutient l'Initiative européenne sur l'eau. L'Italie a accueilli à Pérouse le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, et elle joue le rôle directeur dans la gestion du Plan d'action pour les sources d'énergie renouvelables mis en place dans les petits pays insulaires en développement du Pacifique, auquel elle contribue pour 8 millions EUR.



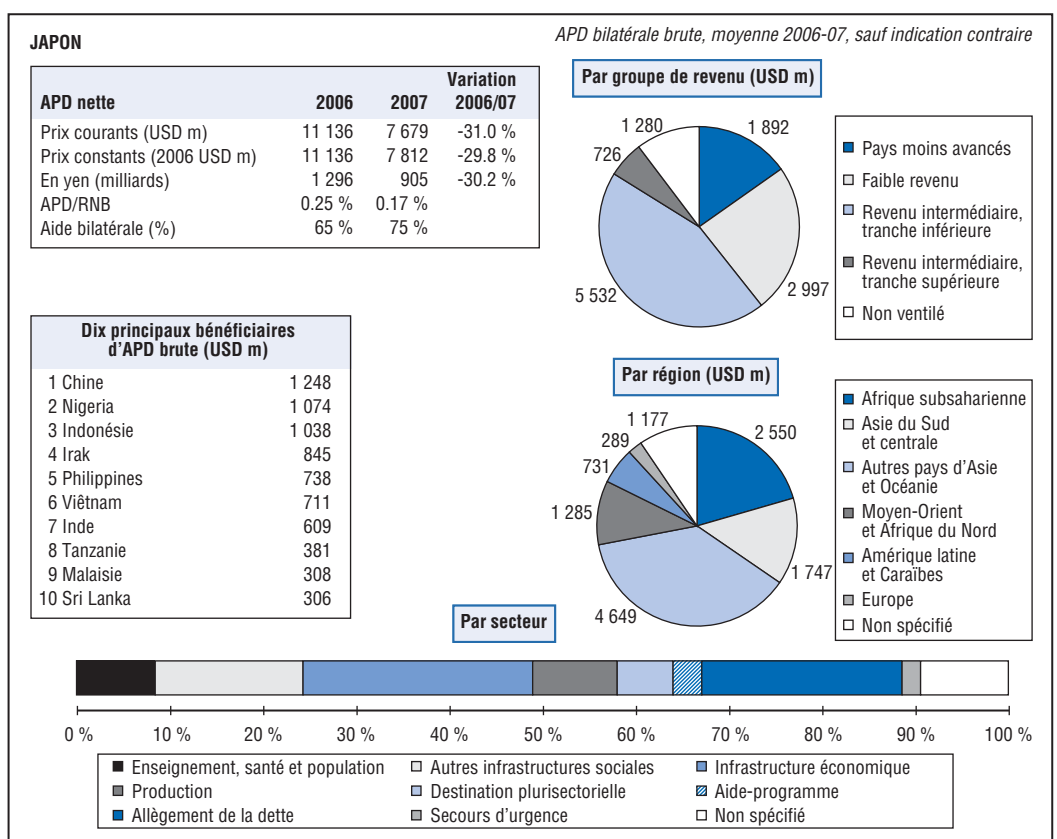
## JAPON

En 2007, l'APD nette du Japon a diminué de 29.8 % en termes réels relativement à 2006 pour tomber à 7.68 milliards USD. Son rapport APD/RNB est passé de 0.25 % en 2006 à 0.17 % en 2007. Cette baisse a tenu en partie au recul des allègements de dettes accordés en 2007 et à une réduction du niveau des contributions versées aux institutions financières internationales.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Le Japon privilégie le principe du « développement autonome » étayé par la croissance et le renforcement des capacités, ainsi que celui de la « sécurité humaine » assurée par la protection et l'émancipation des individus et des collectivités. Le Japon va doubler son APD à l'Afrique d'ici à 2012, hors allègements de dettes. Lors du sommet du G8 organisé en juillet 2008 à Toyako, Hokkaido, il a proposé d'intensifier les efforts nécessaires à la réalisation des OMD 4, 5 et 6, et les recommandations en ce sens du « Cadre d'action de Toyako » comptent parmi les principaux résultats du sommet.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* Le Japon rend compte chaque année des progrès accomplis dans l'exécution des principes de la Déclaration de Paris auxquels il a souscrit en 2005. Il s'attache à utiliser son APD pour aider les PED à parvenir à l'autonomie en s'appuyant sur la croissance économique et le renforcement des capacités. Il poursuit la réforme de son APD pour répondre à l'évolution des exigences du développement. Les trois dispositifs d'APD, à savoir les prêts, les dons et la coopération technique, seront gérés par l'agence de coopération internationale (AJCI) nouvellement reconfigurée.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Dans le cadre de l'Initiative en faveur de la protection de l'environnement pour un développement durable (EcoISD), le Japon concourt au traitement des problèmes d'environnement planétaires, dont le changement climatique, la diminution de la diversité biologique et la désertification. Le Japon a mis en place en janvier 2008 un dispositif financier baptisé Cool Earth Partnership (« partenariat pour une planète fraîche »), doté d'un budget de 10 milliards USD. Il entend par cette initiative coopérer activement avec les PED à la réduction des émissions et aider les plus affectés d'entre eux par le changement climatique.



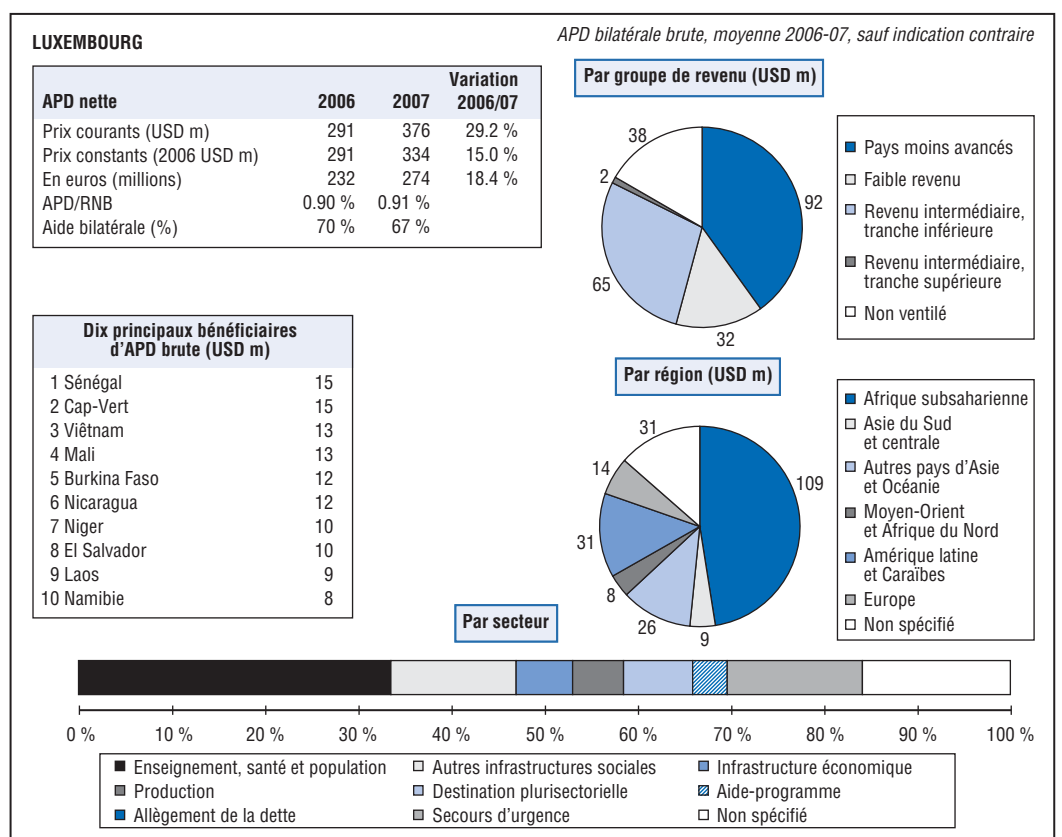
## LUXEMBOURG

En 2007, les apports nets d'APD du Luxembourg se sont élevés à 376 millions USD, 15.0 % de plus qu'en 2006. Le rapport APD/RNB est ainsi passé de 0.90 % à 0.91 %. Cette augmentation est le fruit d'une intensification globale de l'effort d'aide du Luxembourg.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Depuis 2000, le Luxembourg aligne sur les OMD ses efforts de coopération pour le développement, l'accroissement de l'aide (0.91 % du RNB en 2007) n'en étant qu'une des facettes. Il s'efforce d'aligner son aide bilatérale sur les stratégies de lutte contre la pauvreté planifiées par les pays partenaires, et les documents programmatiques correspondants sont établis en coordination étroite avec ces pays dans l'optique des OMD. L'aide transitant par les organismes multilatéraux obéit à la même règle.

*Efficacité de l'aide.* Le Luxembourg a considérablement accru son aide au cours des dernières années et son programme de coopération pour le développement privilégie la qualité de cette aide. Le Luxembourg participe aux initiatives de la CE visant à mieux coordonner les tâches entre les donateurs. 2007 a été une année intense sur plusieurs « chantiers » de l'efficacité, notamment la revue par les pairs de l'OCDE, l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, et le 3<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide réuni à Accra. La coopération luxembourgeoise élabore un plan d'action lui permettant de remplir dans les délais ses engagements.

*Soutien à la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Le Luxembourg a mis en place en 2004 un cadre législatif pour le développement durable, et il a instauré une structure institutionnelle pour mieux intégrer les principes du développement durable dans les politiques publiques. La coopération luxembourgeoise traite ces sujets de façon transversale dans ses initiatives, et elle formalise cet engagement sous la forme d'un document de stratégie sur la protection de l'environnement (biodiversité, lutte contre la désertification) et le changement climatique. Cette stratégie mettra en exergue le changement climatique (et l'adaptation à ses effets) comme élément central des politiques consacrées au développement économique et social.



**Encadré 6.3. Examen par le CAD de l'aide du Luxembourg, 3 juin 2008***Examineurs : Espagne et Finlande*

Chaque année, depuis 2000, le rapport de l'aide du Luxembourg à son revenu national a été d'au moins 0.7 %. Ses apports ont augmenté de près de 12 % en termes réels entre 2006 (291 millions USD constants) et 2007 (325 millions USD constants) pour atteindre 0.90 % du RNB. Cette progression le place au troisième rang des donateurs en pourcentage.

L'examen par les pairs a montré que le Luxembourg avait amélioré la gestion de son programme d'aide et créé ainsi une assise solide pour accroître l'efficacité de ses efforts en faveur du développement. Celui-ci a ouvert des bureaux régionaux dans cinq pays prioritaires et s'emploie à traduire en actes les engagements qu'il a pris au niveau international. Avec la deuxième génération de programmes de coopération pluriannuels qu'il a établis pour dix pays prioritaires, son aide a gagné en prévisibilité. Son ambitieux programme est cohérent et bien structuré grâce à une utilisation rationnelle des ressources financières et humaines.

Le Comité a noté que les apports d'aide du Luxembourg étaient concentrés sur quelques pays prioritaires, parmi les moins développés du monde, et alignés sur les besoins exprimés par ces pays. De plus, le Luxembourg collabore avec un nombre restreint d'organisations multilatérales qui visent les mêmes objectifs que lui en matière d'aide. Dans le domaine humanitaire, son action est exemplaire à maints égards et respectueuse des principes convenus à l'échelon international. Les pays en développement qui sont ses partenaires apprécient l'ouverture et la souplesse dont il fait preuve dans le dialogue sur les politiques à suivre et dans la mise en œuvre de son programme d'aide.

Le Comité a aussi constaté que le Luxembourg avait des difficultés à surmonter pour pouvoir appliquer avec fruit le programme d'action pour l'efficacité de l'aide : il pourrait se reposer davantage sur les systèmes administratifs des pays partenaires et rechercher de nouvelles formes de coopération avec les autres donateurs. Faire en sorte que son personnel possède les compétences requises et ait accès à d'autres connaissances spécialisées indispensables, constitue un défi permanent. En outre, il faudrait donner à la direction de la coopération au développement du ministère des Affaires étrangères davantage de moyens de mettre systématiquement à profit les enseignements de l'expérience. Comme pour les autres donateurs, il ne sera guère aisé pour le Luxembourg de susciter dans le public et les sphères politiques une adhésion plus grande à la concrétisation des engagements concernant l'efficacité de l'aide et aux interventions à risques, par exemple dans des contextes difficiles, marqués notamment par une situation précaire.

L'examen par les pairs a également abouti aux grandes conclusions suivantes :

- Le Comité a estimé que le Luxembourg pourrait gagner à se doter d'une déclaration de principe exposant clairement sa vision de l'avenir, et en particulier la façon dont il appliquera le programme d'action pour l'efficacité de l'aide, notamment dont il entend s'engager dans une coopération pour le développement plus risquée, qui s'articulerait par exemple autour des nouvelles modalités de l'aide et de la coopération dans les États fragiles. Cette démarche devrait s'inscrire dans le cadre d'un processus consultatif afin d'accroître la transparence et d'assurer une meilleure appropriation de la stratégie considérée.
- Au sein du Comité interministériel, le Luxembourg devrait définir des méthodes qui permettent de promouvoir, de suivre et d'évaluer de façon efficace et systématique la cohérence des politiques, notamment au service du développement, afin de pouvoir opérer des arbitrages entre celles-ci.

**Encadré 6.3. Examen par le CAD de l'aide du Luxembourg, 3 juin 2008 (suite)**

*Examineurs : Espagne et Finlande*

- Compte tenu du grand nombre d'ONG pouvant prétendre au bénéfice de l'aide publique et du soutien vigoureux qu'elles reçoivent, le Luxembourg devrait étudier la possibilité de renforcer l'efficacité de cette aide au moyen de mesures d'incitation autres que celles qui visent à favoriser le ciblage géographique.
- Le Luxembourg devrait élaborer une stratégie de renforcement des capacités qui fournisse des directives précises et définisse les principes qui doivent sous-tendre cet effort et les modalités pratiques de sa conduite sur le terrain pour l'ensemble de ses programmes de coopération.

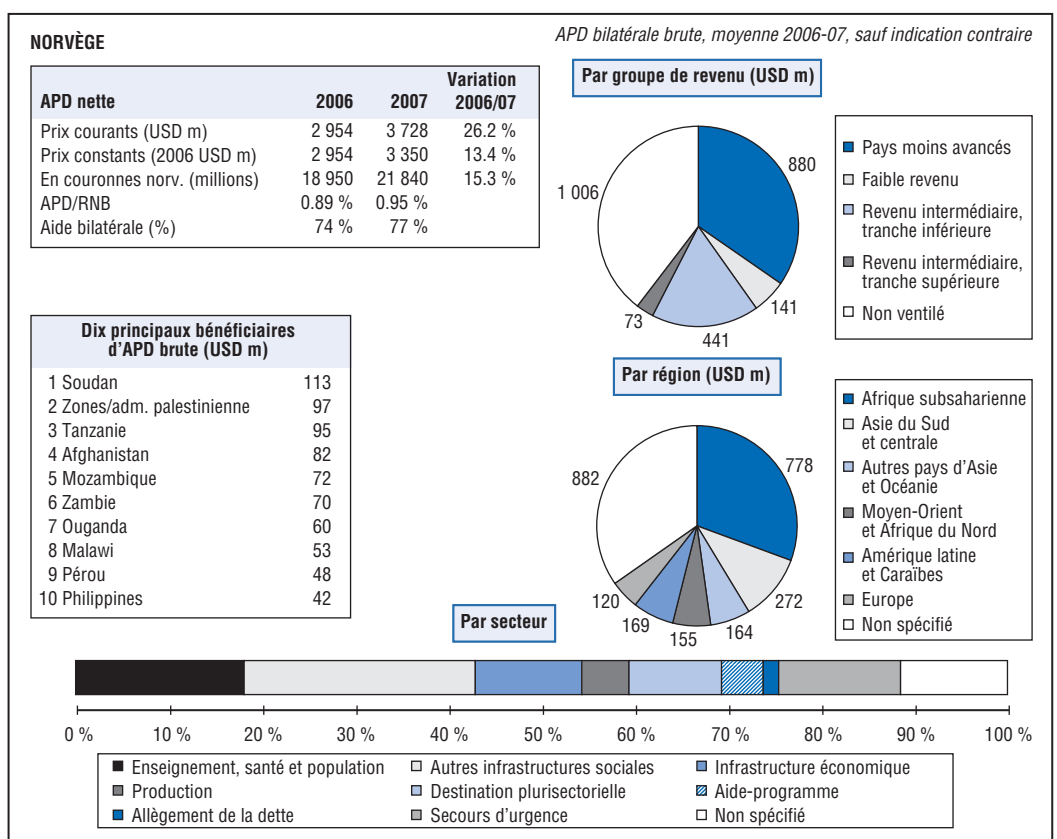
## NORVÈGE

En 2007, l'APD nette de la Norvège s'est élevée à 3.73 milliards USD, soit une augmentation de 13.4 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a également progressé, passant de 0.89 % en 2006 à 0.95 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La Norvège participe aux efforts déployés dans les enceintes internationales pour mieux faire percevoir l'importance des OMD, mesurer les progrès accomplis et surmonter les obstacles. La Norvège soutient les stratégies de lutte contre la pauvreté élaborées par les pays en mettant fortement l'accent sur les OMD, notamment les OMD 3, 4 et 5. Elle encourage la création au sein des Nations Unies d'une nouvelle instance pour la promotion de l'égalité hommes-femmes.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* La Norvège s'est montrée active dans la préparation du Forum de haut niveau d'Accra. Elle met l'accent sur l'appropriation au niveau national, le renforcement de l'appareil d'État, l'obtention de résultats et une évaluation plus pertinente des activités d'aide. Elle préconise une division du travail entre les donateurs selon les priorités arrêtées à l'échelon local. L'environnement et le changement climatique, la construction de la paix et l'aide humanitaire, l'émancipation des femmes et l'égalité hommes-femmes sont les vecteurs prioritaires de l'action menée par la Norvège. Au sein du Groupe nordique plus, elle a conduit le débat sur les nouvelles formes d'aide en faveur de la société civile.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* En 2006, les pouvoirs publics ont mis en place un plan d'action pour l'intégration des questions d'environnement dans la coopération pour le développement. Ce plan tient compte des trois conventions de Rio et s'articule autour de quatre axes : la gestion durable de la diversité biologique et des ressources naturelles, la gestion des ressources en eau, le changement climatique et l'accès à des sources d'énergie propres, ainsi que les substances dangereuses. Lors de la conférence tenue à Bali en 2007, la Norvège a lancé l'Initiative pour le climat et les forêts dans le but de soutenir le programme REDD, une démarche dans le droit fil de la Convention sur les changements climatiques.



**Encadré 6.4. Examen par le CAD de l'aide de la Norvège, 21 octobre 2008***Examineurs : Canada et Commission européenne*

Lors de l'examen par les pairs, le CAD a noté que la Norvège s'était engagée à consacrer 3.7 milliards USD à l'aide au développement en 2007, ce qui représente une augmentation appréciable par rapport à l'année précédente. L'APD de la Norvège est la plus élevée du monde en pourcentage du revenu national brut (0.95 %), et le CAD a félicité celle-ci d'avoir prévu, dans sa programmation budgétaire, d'atteindre son objectif de 1 % du RNB en 2009, dans un contexte de crise financière mondiale.

L'examen a aussi permis de constater que la Norvège se trouvait systématiquement à l'avant-garde, par rapport aux autres donateurs, s'agissant des efforts déployés pour améliorer le système d'aide international, ainsi que ses propres politiques et programmes de développement. Son souci de promouvoir l'efficacité de l'aide a été salué, de même que la souplesse de son approche de l'aide au développement, qui lui permet de s'adapter rapidement aux situations nouvelles et de saisir sans tarder les occasions qui s'offrent. Le Comité a aussi remarqué que la coopération norvégienne pour le développement faisait appel à des pratiques novatrices, comme la réflexion menée sur les moyens de faire de l'aide publique au développement un catalyseur des efforts autres que l'APD qui sont nécessaires pour relever les défis de portée mondiale que représentent le développement et la lutte contre la pauvreté.

Le Comité a attiré l'attention de la Norvège sur certains problèmes. Même si la souplesse de sa démarche était généralement considérée comme un atout, elle a été invitée à se garder d'ajouter sans cesse de nouvelles priorités à une liste déjà longue d'initiatives, car cela entraînerait une dilution de son aide entre des pays et des activités de plus en plus nombreux. Il lui a été conseillé de conserver une approche stratégique et ciblée de l'aide au développement. La restructuration récente de son système d'aide, qui a permis d'articuler pleinement entre elles la politique du développement et la politique étrangère au sein du ministère des Affaires étrangères et de faire de la Norad un service technique, a été source d'améliorations, comme une aptitude plus grande à répondre aux demandes des ambassades. Toutefois, il a été estimé que le nouveau système n'était pas encore tout à fait en état de fonctionner et la répartition des rôles et des responsabilités a été jugée peu claire. Le Comité a aussi loué la volonté de la Norvège de montrer la voie dans certains domaines transversaux comme les droits des femmes et l'égalité hommes-femmes ou l'environnement, mais il a remarqué qu'elle avait toujours de la peine à assurer une réelle intégration de ces objectifs dans les programmes et les projets. L'examen par les pairs a également abouti aux grandes conclusions suivantes :

- Le CAD a félicité la Norvège pour sa conception progressiste de la coopération pour le développement, qu'elle ne considère que comme l'un des multiples facteurs qui influent sur le développement d'un pays, et il espère que celle-ci sera encore affinée dans le prochain Livre blanc.
- Il a été conseillé à la Norvège de définir une approche intégrée de la cohérence des politiques au service du développement, ainsi que d'instaurer des mécanismes institutionnels d'analyse, de suivi et d'information en retour pour pouvoir concrétiser la démarche très ouverte qu'elle a adoptée. Il lui a été recommandé de réfléchir au lieu d'implantation, au mandat et au champ de compétence d'une structure institutionnelle qui serait chargée de déterminer les risques d'antagonisme entre les politiques, de faire effectuer des études portant sur un horizon plus éloigné, de coordonner des travaux de recherche, ainsi que de promouvoir la cohérence des politiques au service du développement auprès des différents ministères, et de suivre et analyser leurs efforts en la matière.

**Encadré 6.4. Examen par le CAD de l'aide de la Norvège, 21 octobre 2008 (suite)***Examineurs : Canada et Commission européenne*

- Le Comité a estimé que la Norvège pourrait élaborer une stratégie pour la répartition de son budget croissant d'APD entre les différents canaux, instruments, secteurs et pays. Il lui a recommandé de rechercher les moyens de porter au maximum la synergie entre les différents instruments et entre les stratégies spécifiques aux secteurs et aux pays. À cette fin, elle pourrait assigner des objectifs généraux clairs à ses interventions au niveau des pays.
- Selon le CAD, la Norvège pourrait examiner comment préciser et mieux distinguer les rôles respectifs du MAE et de la Norad, notamment dans la gestion des dons. La Norad a aussi été invitée à mieux définir sa mission de création d'un système de gestion des connaissances destiné à étayer le processus de décision.

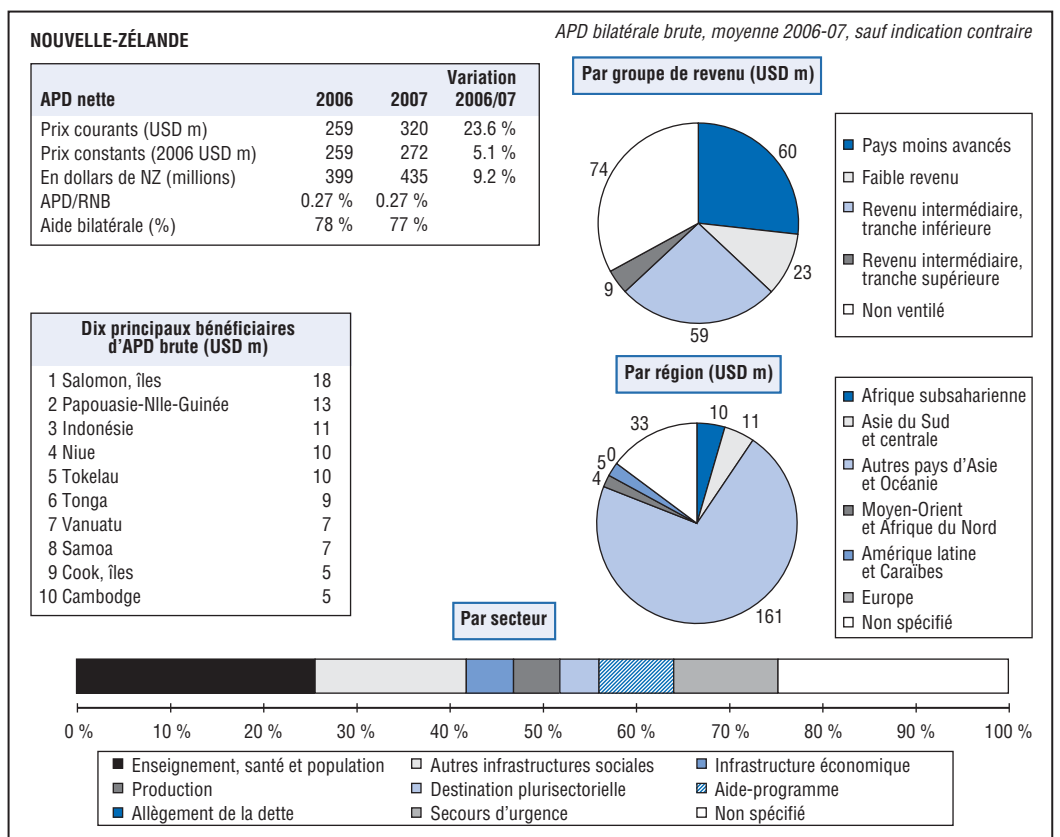
## NOUVELLE-ZÉLANDE

**En 2007, l'APD nette de la Nouvelle-Zélande s'est chiffrée à 320 millions USD, soit une augmentation de 5.1 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB est resté à 0.27 %.**

**Engagement vis-à-vis des OMD.** La volonté de réaliser les OMD transparaît dans tous les documents d'orientation de la NZAID, l'agence néo-zélandaise de développement international. La Nouvelle-Zélande prévoit de porter son APD à 0.35 % du RNB en 2010-11. Elle soutient prioritairement les pays de la région du Pacifique, en particulier la Mélanésie en butte à de grandes difficultés pour la réalisation des OMD, et quelques pays d'Asie du Sud-Est. La Nouvelle-Zélande se préoccupe plus particulièrement des droits des plus pauvres.

**Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.** La NZAID place en priorité la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. L'agence simplifie ses méthodes d'exécution, elle renforce ses capacités propres et elle accorde beaucoup plus de place à une gestion axée sur les résultats. Elle a participé à l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris menée sous la direction du CAD. La Nouvelle-Zélande participe à des travaux de recherche conjoints sur la problématique hommes-femmes dans la région du Pacifique.

**Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.** La NZAID veut assoir le développement durable et éliminer la pauvreté sur une base de ressources naturelles plus riche et mieux protégée. Consciente que les pauvres sont les plus touchés par la réduction de la diversité biologique que provoque la dégradation de l'environnement, la NZAID déploie ses efforts dans deux directions principales. Elle entend fournir aux pauvres davantage de moyens pour prendre en main l'environnement où ils vivent, et améliorer dans leur intérêt la gestion de l'environnement. L'agence s'attache tout particulièrement à aider ses partenaires de la région du Pacifique à faire face aux effets du changement climatique, qui va aggraver les problèmes écologiques et autres auxquels ils sont déjà confrontés.



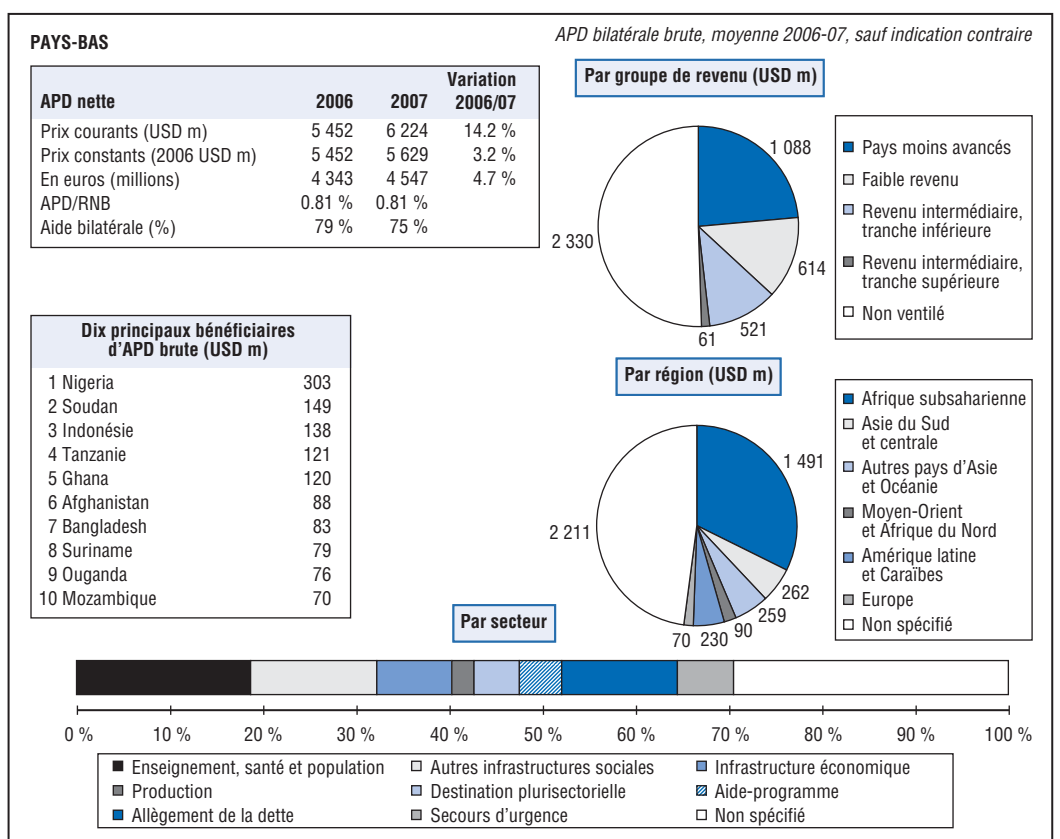
## PAYS-BAS

**En 2007, l'APD nette des Pays-Bas s'est élevée à 6.22 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 3.2 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB s'est maintenu à 0.81 %.**

**Engagement vis-à-vis des OMD.** Les Pays-Bas sont profondément attachés à la réalisation des OMD. Le Programme 2015 de coopération pour le développement préconise de nouveaux partenariats et de nouvelles méthodes. La Lettre d'orientation de 2007 a intensifié l'action en direction des États fragiles pour y favoriser la croissance économique et la redistribution, les droits et la santé des femmes, ainsi que le développement durable et la défense du climat. Un fonds a été créé pour l'OMD 3.

**Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.** La Déclaration de Paris sert de fil directeur aux relations entre les Pays-Bas et leurs pays partenaires. Les ambassades s'appliquent à des pratiques efficaces, comme l'organisation de partenariats plus ouverts. Les plans stratégiques pluriannuels pour la période 2008-11, finalisés en 2008, mettent l'accent sur le renforcement de la division du travail au niveau des pays partenaires. Les initiatives sectorielles recherchent l'appropriation de ces pays dans les filières où les capacités nationales peuvent être renforcées. Préférence est donnée au soutien budgétaire quand existent sur le terrain les moyens opérationnels.

**Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.** Les Pays-Bas ont ratifié les conventions de Rio sur l'environnement et ils concourent activement à la définition de politiques propres à assurer un développement durable. Membre actif du Conseil et important contributeur du FEM, les Pays-Bas préconisent une application intégrée des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays bénéficiaires du Fonds. Ils ont incorporé les marqueurs de Rio dans leur système afin d'améliorer la notification à l'OCDE/CAD. Les Pays-Bas consacrent depuis de nombreuses années un budget équivalent à 0.1 % de leur PBN à la coopération internationale en matière d'environnement. Cet objectif est intégré dans l'objectif de 0.8 % pour le rapport APD/RNB, et qui permet de garantir l'apport d'un soutien constant à la mise en œuvre des Conventions de Rio.



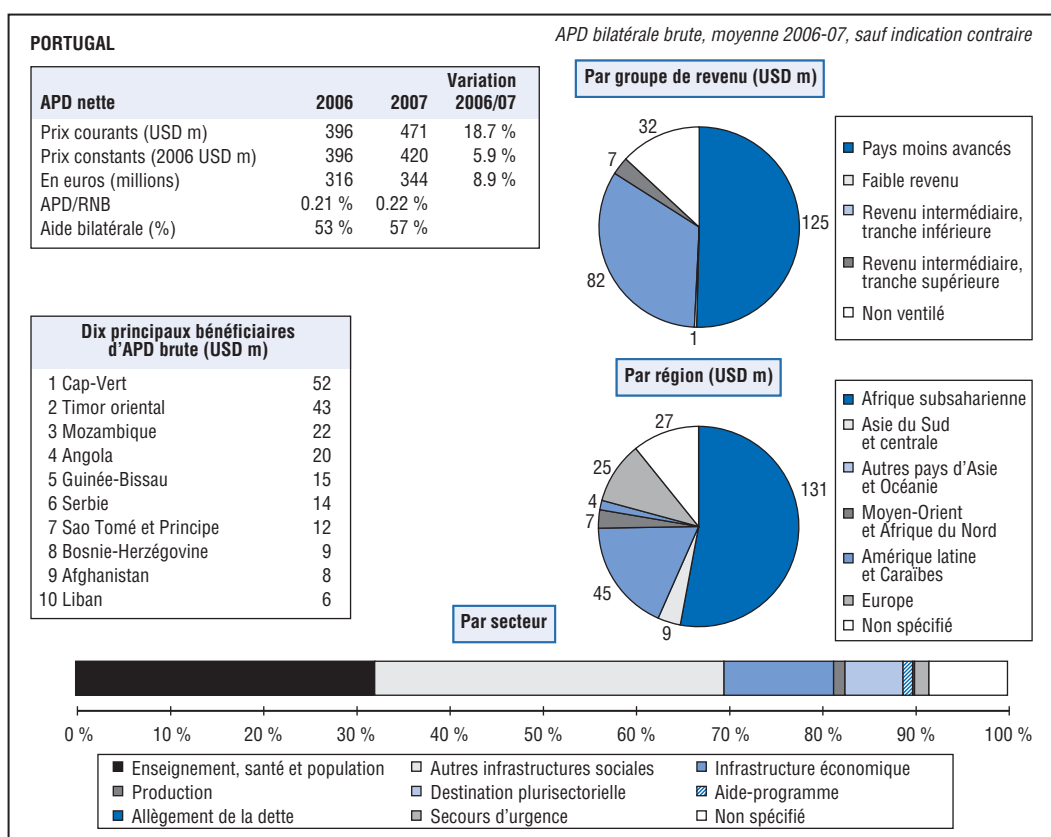
## PORTUGAL

En 2007, l'APD nette du Portugal s'est chiffrée à 471 millions USD, soit une augmentation de 5.9 % en termes réels relativement à 2006. Son rapport APD/RNB a également progressé, passant de 0.21 % en 2006 à 0.22 % en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* La réduction de la pauvreté est l'un des grands objectifs de la coopération portugaise pour le développement. Le Portugal souscrit pleinement aux OMD, aussi bien dans son document stratégique que dans son programme de coopération pour 2005-09. Dans les six pays, tous des PMA, qu'il a classés en priorité, il axe son aide sur la santé, l'éducation, les infrastructures de base et le renforcement des capacités. Chaque programme-pays doit mesurer sa contribution à la réalisation des OMD. Le Portugal a participé à la rédaction du Rapport 2008 sur les OMD, en particulier au chapitre consacré à l'OMD 8.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* Le Plan d'action du Portugal sur l'efficacité de l'aide a été diffusé auprès de l'ensemble du personnel chargé du développement. Les programmes-pays sont établis de façon à concorder avec le Cadre commun pour les documents de stratégie par pays en vigueur dans l'UE, et ils sont alignés sur les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. La part de l'aide qui transite par les budgets nationaux ou relève d'approches sectorielles a augmenté. L'aide portugaise étant concentrée sur les États fragiles, des activités spécifiques sont entreprises pour améliorer l'aptitude des pays partenaires à gérer leur développement. Le Portugal a publié un « Rapport sur l'efficacité de l'aide » qui rend compte de l'exécution des engagements pris durant la période 2006-08.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Le Portugal a établi un « Programme national sur le changement climatique » et un « Plan national d'attribution des autorisations d'émission ». Le « Fonds carbone » portugais se charge d'acquérir des crédits d'émission de carbone dans le cadre des mécanismes du protocole de Kyoto, dont plusieurs pays lusophones tirent déjà profit. Au niveau multilatéral, le Portugal a contribué à la mise en œuvre des protocoles et à l'alimentation des fonds expressément affectés à l'environnement.



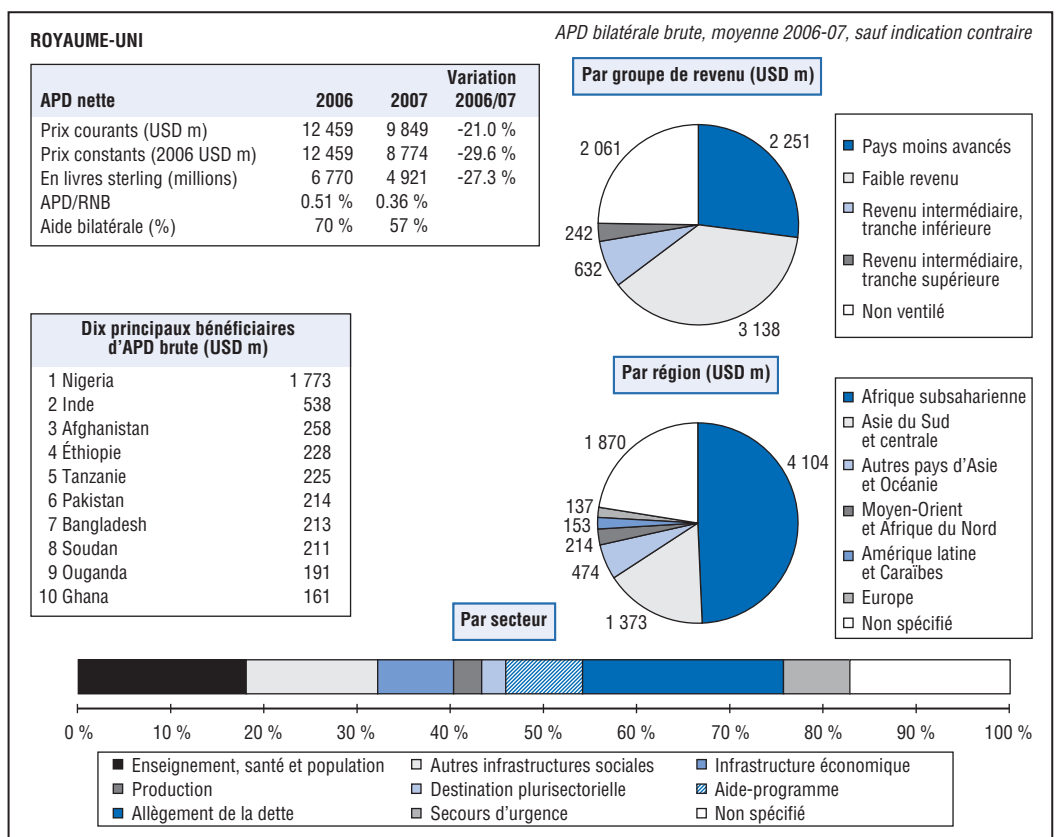
## ROYAUME-UNI

En 2007, l'APD nette du Royaume-Uni a diminué de 29.6 % pour tomber à 9.85 milliards USD. Son rapport APD/RNB est passé de 0.51 % en 2006 à 0.36 % en 2007. Cette baisse a principalement tenu à une réduction du niveau des allègements de dettes accordés en 2007, ainsi qu'à la cession de participations.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* Le Public Service Agreement (PSA) 29, défini par les autorités pour la période 2008-11, vise au recul de la pauvreté dans les pays pauvres en accélérant les progrès dans la concrétisation des OMD. Il est axé sur l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, mais le Royaume-Uni est également résolu à accroître l'aide aux États fragiles et aux pays « délaissés » par les donateurs, surtout ceux exposés à des conflits.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* Le Livre blanc 2006 sur le développement international énonce des engagements précis concernant l'efficacité de l'aide. Ils consistent notamment à mettre en œuvre la Déclaration de Paris et à soutenir l'action engagée par le CAD pour encourager donateurs et pays partenaires à collaborer davantage. Le Royaume-Uni s'emploie à rechercher des moyens novateurs de financement du développement, à accroître la prévisibilité à moyen terme des aides, et à renforcer les mécanismes d'exercice de la responsabilité mutuelle.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* Le Royaume-Uni œuvre à l'application des Conventions de Rio. Le PSA sur le changement climatique définit des indicateurs permettant d'évaluer les actions visant à empêcher les modifications climatiques néfastes. Le Royaume-Uni milite en faveur de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique. Responsable de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le ministère du Développement international (DFID) contribue, par ses programmes bilatéraux et multilatéraux, au respect de l'obligation d'intégrer « des stratégies d'élimination de la pauvreté dans l'action menée contre la désertification et pour atténuer les effets de la sécheresse ».



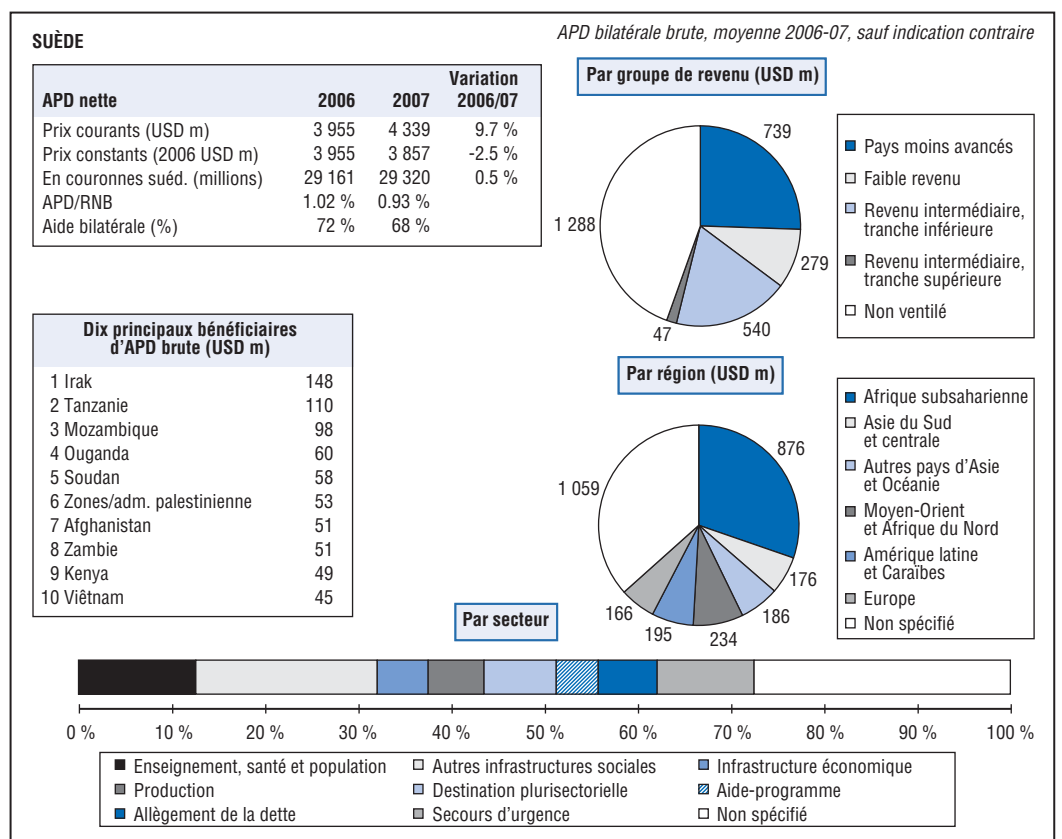
## SUÈDE

**En 2007, l'APD nette de la Suède a diminué de 2.5 % en termes réels, relativement à 2006, pour s'établir à 4.34 milliards USD. Son rapport APD/RNB a également baissé, passant de 1.02 % en 2006 à 0.93 % en 2007. Ce recul a principalement tenu à une réduction des allègements de dettes accordés en 2007.**

**Engagement vis-à-vis des OMD.** Les OMD sont au cœur de la Stratégie pour un développement global de la Suède et de ses activités de coopération internationale pour le développement. Au niveau national, celle-ci soutient les initiatives destinées à mieux faire connaître à l'ensemble de la population les OMD et la contribution importante qu'ils peuvent apporter à l'instauration d'un développement durable et équitable. La Suède a dépassé l'objectif de 0.7 % pour le rapport APD/RNB.

**Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.** La Suède fait toujours de l'efficacité de l'aide une priorité de ses efforts de coopération. Son agence de coopération internationale au développement (l'Asdi) veille à l'application des principes énoncés dans la Déclaration de Paris. Ces principes soutiennent de longue date les stratégies de coopération bilatérale en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide : procédures de mise en œuvre souples, promotion des principes d'appropriation, et cohérence des politiques. En phase avec l'UE, la Suède a circonscrit sa coopération bilatérale en ramenant le nombre de ses pays partenaires de 70 à 33. Elle a joué un rôle de premier plan dans la préparation du Forum d'Accra.

**Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.** La réalisation des OMD dépend d'écosystèmes solides, ce qui implique la concrétisation de l'OMD 7 pour que les autres puissent s'accomplir. La Suède aide les pays partenaires à s'engager dans un développement durable tant pour atténuer le changement climatique que pour leur permettre de s'y adapter. En 2007, l'aide suédoise au titre de l'environnement a représenté un montant total de 1 milliard SEK environ. Un complément de 6.8 milliards SEK a été affecté à des programmes dont l'amélioration de l'environnement constituait un élément important. La Suède contribue aux organismes multilatéraux spécialisés dans le domaine de l'environnement, tels le FEM. Les problématiques de l'environnement et du changement climatique entrent de plus en plus en compte dans les activités de coopération pour le développement concernant l'agriculture, la santé ou l'éducation. En matière de biodiversité, la Suède soutient le renforcement des capacités dans les pays en développement et l'enrichissement des connaissances.



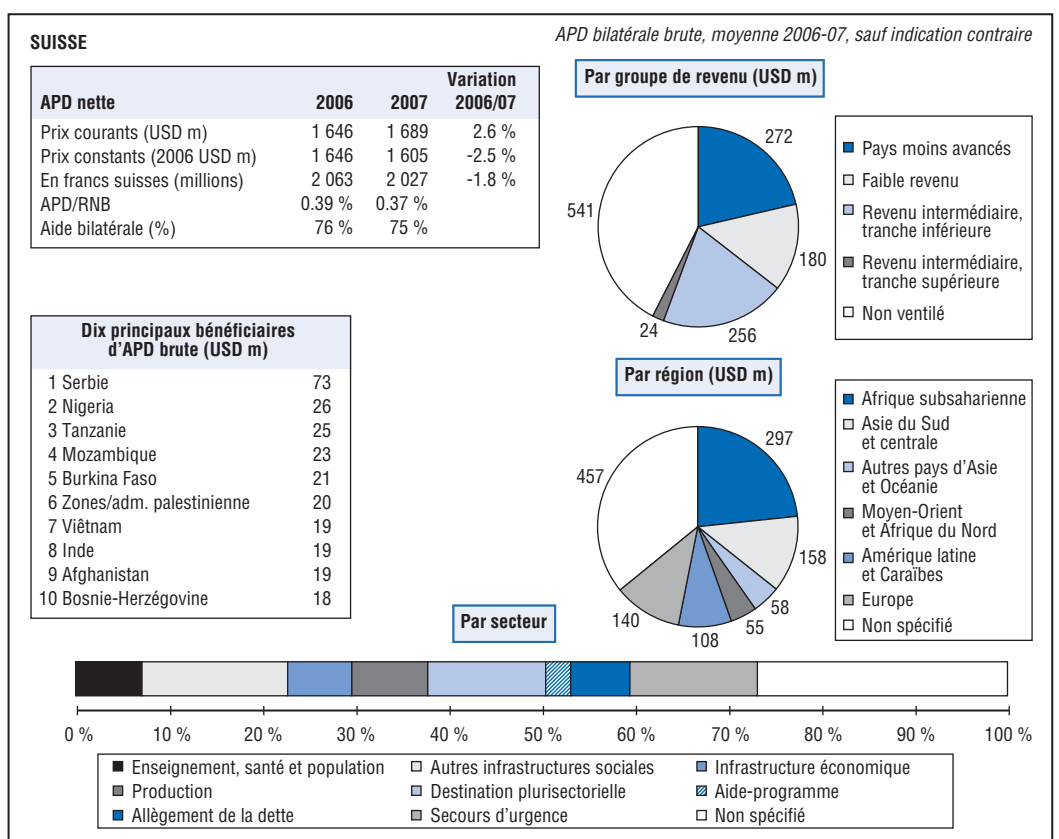
## SUISSE

En 2007, l'APD nette de la Suisse a baissé de 2.5 % en termes réels, relativement à 2006, pour s'établir à 1.69 milliard USD. Son rapport APD/RNB a également diminué, passant de 0.39 % en 2006 à 0.37 % en 2007. Ce recul a surtout été dû à une réduction du volume des allègements de dettes accordés en 2007.

*Engagement vis-à-vis des OMD.* En 2008, le Conseil fédéral et le Parlement de la Suisse ont approuvé une seule et unique stratégie pour la coopération technique et économique et l'aide financière aux pays en développement pour la période 2009-12. Les OMD figurent parmi les trois priorités de cette stratégie. La Direction du développement et de la coopération (DDC) et le secrétariat d'État à l'Économie (Seco) considèrent les OMD comme référence universelle pour la mise en œuvre de l'aide bilatérale et multilatérale.

*Programme d'action pour l'efficacité de l'aide.* La Suisse adhère pleinement au programme d'action international en faveur de l'efficacité de l'aide et elle s'emploie à assurer la prise en compte des principes énoncés dans la Déclaration de Paris. Parmi les décisions les plus visibles à cet égard figurent la réduction du nombre de pays bénéficiaires de l'aide suisse et des domaines d'intervention, mais avec une participation élargie de la Suisse aux accords entre donateurs. La Suisse a joué un rôle actif au Forum de haut niveau d'Accra où elle a coprésidé – avec la Colombie – la Table ronde sur l'appropriation.

*Soutien de la mise en œuvre des Conventions de Rio.* En 2007, la Suisse a directement contribué aux conventions à hauteur de 57.3 millions CHF et avec un soutien indirect représentant 94.3 millions CHF. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a contribué au financement de base du FEM et du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Outre son concours à l'élaboration du plan stratégique de la Convention sur la lutte contre la désertification, la Suisse a appuyé la mise en œuvre des Conventions en confiant au Seco, à la DDC et à l'OFEV la conduite d'un certain nombre d'actions bilatérales.



### Encadré 6.5. Examens à mi-parcours

Le CAD a décidé en 2003 d'amorcer un recours plus systématique à un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées dans les examens par les pairs. Un processus de suivi sera appliqué à titre expérimental en 2009 aux membres du CAD, ayant fait l'objet d'un examen en 2007, qui seront volontaires pour se prêter à l'expérience. La Belgique et le Royaume-Uni s'étaient déjà portés volontaires pour subir un examen à mi-parcours en 2008.

#### Examen à mi-parcours de la Belgique, 16 mai 2008

Globalement, l'exercice a mis en lumière une véritable envie d'entreprendre des réformes et de rechercher comment innover dans le contexte politique prévalant en Belgique en s'appuyant sur des évaluations et des bilans stratégiques. Les progrès réalisés depuis l'examen par les pairs de 2005 sont notables dans un certain nombre de domaines pour lesquels des recommandations essentielles avaient été formulées. La Belgique a la chance de pouvoir se référer aux orientations stratégiques claires tracées dans le Plan de management du directeur général de la coopération pour le développement qui bénéficient d'une forte adhésion au niveau politique. Les trois principaux objectifs poursuivis sont les suivants : i) renforcer les synergies et les complémentarités entre les différents canaux d'acheminement de l'aide belge; ii) accentuer la concentration géographique et sectorielle du programme d'aide belge; et iii) adapter le système d'aide de façon à permettre la poursuite de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Certains résultats sont déjà visibles : amélioration de la gestion et de l'organisation du programme d'aide, adoption en 2007 d'un plan pour l'alignement et l'harmonisation qui vise à lever la plupart des obstacles à la mise en œuvre du programme pour l'efficacité de l'aide et application d'une gestion axée sur les résultats au programme belge d'aide au développement.

La Belgique a conscience qu'elle a encore des défis à relever et elle s'y prépare. Elle devra en particulier s'en tenir à la feuille de route qu'elle s'est tracée pour parvenir à honorer l'engagement qu'elle a pris de porter à 0.7 % d'ici 2010 la part du son RNB allouée à l'APD. S'agissant des ressources humaines, la Belgique doit faire face à un nécessaire renouvellement des personnels tout en veillant à assurer les transferts de connaissances et à adapter la palette des compétences aux nouvelles modalités de l'aide. Elle devrait en outre approfondir sa réflexion sur la poursuite du processus de décentralisation sans perdre de vue la nécessité de préserver la cohésion du système et de se ménager le soutien des services centraux. Elle doit continuer de s'employer à mieux communiquer sur les résultats et les réalisations à porter à l'actif du programme d'aide. Enfin, lorsqu'elle procèdera à la révision de la loi de 1999 sur la coopération pour le développement, elle devra impérativement maintenir le ciblage géographique et sectoriel de son programme d'aide pour lui conférer un impact fort.

Cet examen à mi-parcours a offert à la Belgique une excellente occasion de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en application des principes énoncés dans la Déclaration de Paris à mi-chemin entre deux examens par les pairs et de dresser un tableau d'ensemble structuré des domaines dans lesquels des progrès sont perceptibles et de ceux dans lesquels des défis se profilent à l'horizon. Cet exercice devrait permettre de mieux concentrer les efforts futurs sur la poursuite de la mise en œuvre des principes énoncés dans la Déclaration de Paris et sur la mise en pratique des recommandations formulées dans le précédent examen par les pairs.

Encadré 6.5. **Examens à mi-parcours (suite)****Examen à mi-parcours du Royaume-Uni, 27 novembre 2008**

L'examen à mi-parcours du Royaume-Uni a mis en évidence la démarche stratégique suivie par le DFID pour garder le rythme et ne pas perdre de vue l'ambition de faire plus et mieux avec moins de ressources administratives, rappelée lors de l'examen par les pairs de 2006. Cette démarche répond à un besoin d'autant plus impérieux que le DFID se trouve soumis à des pressions de plus en plus fortes exercées tant par les responsables politiques que par l'opinion publique et que de nouveaux enjeux se dessinent dans le domaine du développement. Le DFID réagit à ces facteurs en se dotant d'un programme de transformation interne ambitieux définissant des réformes concrètes qui portent sur l'action menée, les processus internes, les capacités internes, les relations internationales et la communication. Le gouvernement britannique a réaffirmé l'engagement pris par le pays de porter à 0.7 % du RNB le budget alloué à l'aide d'ici 2013. Le *Public Service Agreement Framework 2008-11* recouvre un ensemble de priorités gouvernementales collectives et remplit en même temps les fonctions de pivot de la cohérence des politiques au service du développement.

Le Royaume-Uni demeure aux avant-postes de la réflexion engagée sur le plan international dans un grand nombre de domaines tels que l'aide humanitaire et l'engagement dans les États fragiles et joue un rôle de catalyseur pour l'échange de bonnes pratiques et la promotion des réformes. La capacité du DFID d'occuper une position de chef de file dans le processus qui a conduit à l'adoption du Programme d'action d'Accra est très appréciée même s'il convient qu'il veille à laisser à d'autres donateurs, porteurs de points de vue différents, la possibilité de s'exprimer sachant que tous ne disposent pas d'un volant de ressources et d'un soutien politique équivalents. L'examen à mi-parcours confirme en outre la nécessité de faire un meilleur usage de la flexibilité offerte par le système décentralisé du DFID. Si la mise en œuvre de la nouvelle politique du DFID à l'égard du soutien budgétaire va certes accroître la souplesse d'utilisation de cet instrument, le DFID devra toutefois gérer avec soin ses objectifs de dépenses sectoriels. L'un des défis à relever par le Royaume-Uni sera la poursuite de la rationalisation du cadre pour la notification des données.

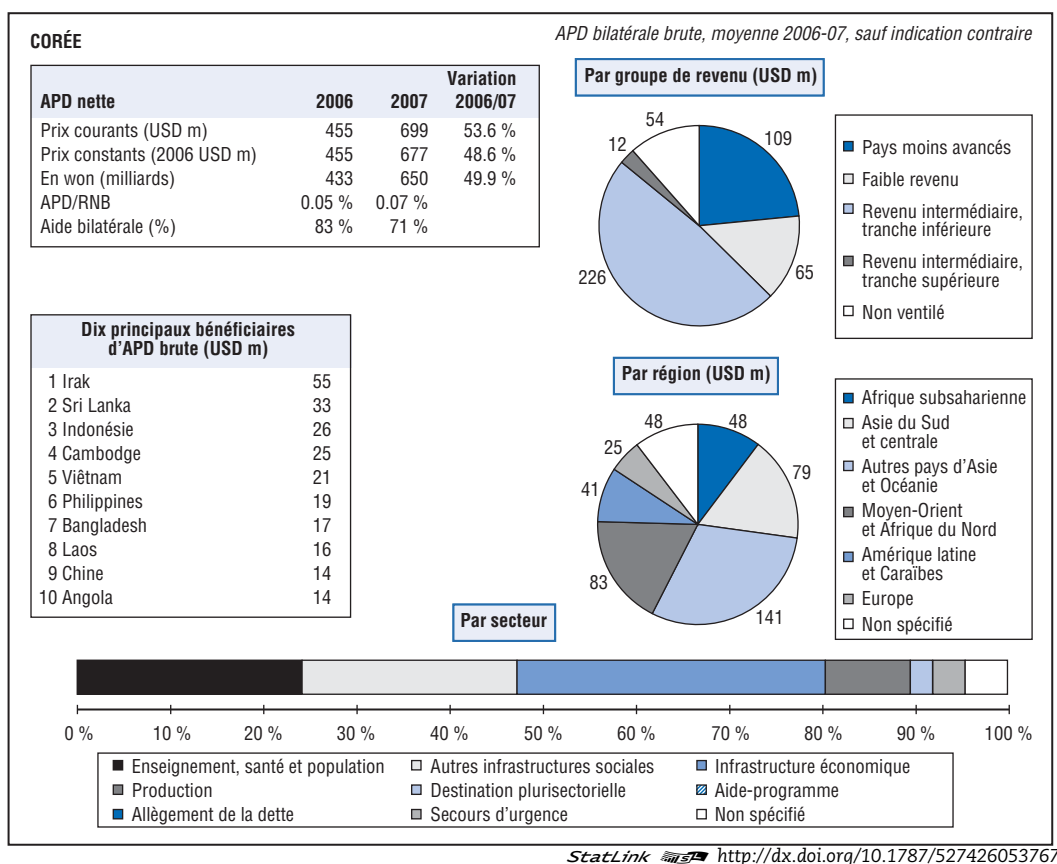
**Notes relatives aux autres donateurs membres de l'OCDE****Corée**

**En 2007, l'accroissement de l'aide tant bilatérale que multilatérale a contribué à une forte augmentation de l'APD coréenne qui a atteint 699 millions USD, soit une progression de 48.6 % en termes réels par rapport à 2006<sup>4</sup>. Le rapport APD/RNB est passé de 0.05 % à 0.07 %.**

L'un des principaux facteurs de cette évolution a été l'augmentation de l'APD multilatérale, qui est passée de 17 % de l'APD totale en 2006 à 29 % en 2007. Le volume de l'aide multilatérale a plus que doublé relativement à celui de l'année précédente, qui était de 79 millions USD, pour s'établir à 206 millions USD. Une grande part de cette augmentation est due à une souscription de 82 millions USD au capital de l'Association internationale de développement.

L'APD bilatérale a elle aussi progressé pour passer à 493 millions USD, contre 376 millions USD l'année d'avant. Cette augmentation a touché aussi bien les apports sous forme de dons que les autres apports, mais elle a été plus forte pour les premiers (39 %) que pour les seconds (13 %).

L'Asie a reçu 61 % de l'APD bilatérale. La part de l'aide à l'Afrique progresse depuis quelques années et s'est ainsi accrue de 3 % en 2002 à 14 % en 2007. Comme en 2005 et en 2006, c'est l'Irak qui a été le premier bénéficiaire de l'APD coréenne en 2007, même si sa part est passée de 32 % en 2005 et 15 % en 2006 à 11 % en 2007. Dix pays figurant tous parmi les moins avancés et comprenant l'Angola, le Cambodge et le Laos ont bénéficié de 53 % de l'APD bilatérale.



Les infrastructures et les services sociaux et économiques ont fait l'objet de 84 % des engagements relatifs à l'APD bilatérale ventilable par secteur. En particulier, 24 % et 14 % de cette aide ont été affectés respectivement au transport/stockage et à l'éducation. L'agriculture, la sylviculture et la pêche ont représenté 11 % des engagements portant sur l'APD bilatérale ventilable par secteur.

#### Encadré 6.6. Examen spécial de la Corée par le CAD, 29 septembre 2008

Examineurs : Australie et Canada

À la demande des autorités de la république de Corée, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a effectué un examen spécial du système coréen de coopération internationale pour le développement. La Corée souhaite rejoindre le CAD en 2010 et, même si cet exercice ne faisait pas partie intégrante du processus d'adhésion, son but était de faire connaître les bonnes pratiques aux autorités coréennes, afin d'étayer leur dialogue interne sur la réforme de leur aide au développement en l'inscrivant dans la perspective de l'acquisition du statut de membre du CAD. L'examen a de plus apporté des éléments intéressants pour alimenter le débat en cours entre le CAD et des pays non membres du Comité sur la coopération pour le développement. Une équipe composée d'examineurs de l'Australie et du Canada ainsi que de membres du Secrétariat de la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE s'est rendue à Séoul en mars 2008 où elle s'est entretenue avec des fonctionnaires et des représentants de la société civile. Un rapport rendant compte de l'examen spécial a été diffusé en juin 2008 et

**Encadré 6.6. Examen spécial de la Corée par le CAD, 29 septembre 2008 (suite)***Examineurs : Australie et Canada*

les conclusions dégagées de cet exercice ont fait l'objet d'un échange de vues avec des parties prenantes de la Corée ainsi que des donateurs membres et non membres du CAD dans le cadre d'une table ronde organisée à Séoul le 29 septembre 2008.

En 2007, l'APD de la Corée s'est élevée à 699 millions USD, soit 0.07 % du RNB du pays, et les autorités coréennes ont été félicitées pour l'engagement qu'elles ont pris de porter l'APD à 0.25 % du RNB d'ici à 2015. Également très désireuse d'accroître l'efficacité de son aide, la Corée a souscrit à la Déclaration de Paris et au Programme d'action d'Accra. Elle a pris des mesures pour aligner son aide sur les systèmes nationaux des pays partenaires, et il lui a été conseillé de poursuivre ses efforts à cet égard, ainsi que dans le domaine de l'harmonisation avec les autres donateurs. L'examen a montré que la Corée aurait intérêt à se doter d'un cadre juridique ou d'une déclaration de principe générale pour guider ses activités de coopération pour le développement. Il lui a aussi été recommandé d'étudier la possibilité de remplacer son système à deux piliers. À l'heure actuelle, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce est chargé de la politique coréenne en matière de dons, tandis que le ministère de la Stratégie et des Finances détermine la politique relative aux prêts assortis de conditions libérales; les examinateurs ont donc conseillé à la Corée de créer une entité unique qui serait seule compétente pour ce qui concerne les objectifs, la politique et la stratégie en matière de coopération pour le développement. Ils ont en outre souligné la nécessité pour la Corée de délier son aide – on estime qu'à l'heure actuelle 98 % de ses apports bilatéraux relèvent de l'aide liée ou partiellement liée – notamment parce que lorsqu'elle sera devenue membre du CAD, elle devra se conformer aux recommandations précises qui ont été formulées à propos du déliement de l'aide.

À la suite de cet examen, lors d'une réunion du CAD qui a eu lieu le 23 octobre 2008, le ministre adjoint des Affaires étrangères de la Corée a exposé un certain nombre de mesures et autres dispositions que son pays prendra pour donner suite aux recommandations figurant dans le rapport.

**Hongrie**

**En 2007, l'APD nette de la Hongrie s'est chiffrée à 103 millions USD, soit une baisse de 42.9 % en termes réels par rapport à son niveau de 2006. Le rapport APD/RNB a lui aussi diminué, passant de 0.13 % en 2006 à 0.08 % en 2007. Le recul des apports d'APD a tenu en grande partie à l'allègement très important de la dette de l'Irak effectué en 2006.**

En 2007, l'aide bilatérale de la Hongrie a privilégié les pays de l'Ouest des Balkans et de la Communauté des États indépendants (CEI). Parmi ses principaux partenaires ont figuré la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, la République kirghize, la Serbie et l'Ukraine. La Hongrie a aussi apporté une aide au Cambodge, aux territoires sous administration palestinienne, au Viet Nam et au Yémen, et continué à prodiguer son soutien à l'Afghanistan et à l'Irak.

Considérant qu'elle possède un avantage comparatif dans le domaine de la transformation politique et économique, la Hongrie oriente son aide sur celui-ci, son souci étant d'apporter une contribution utile à la réalisation des objectifs fixés au niveau de l'UE pour le développement. Parmi les autres priorités sectorielles de la Hongrie figurent le transfert de connaissances, l'enseignement et la formation, les services de santé, l'agriculture et la gestion de l'eau.

**Islande**

**En 2007, l'APD de l'Islande s'est élevée à 48 millions USD, montant qui n'a presque pas évolué par rapport à 2006 (+0.4 % en termes réels). Elle a ainsi absorbé 0.27 % du RNB, soit un pourcentage identique à celui de 2006. L'aide bilatérale a représenté 78 % des apports d'APD totaux.**

Le gouvernement islandais s'est fixé comme objectif de porter le rapport APD/RNB à 0.35 % pour 2009. Il était prévu que le budget de l'aide pour 2008 s'établisse à 0.301 % du RNB mais en raison de la crise financière, qui a eu des retombées particulièrement dures en Islande, il est peu probable que cet objectif soit atteint. Les autorités islandaises n'en sont pas moins tenues par les engagements qu'elles ont souscrits à l'égard des OMD.

L'Icelandic International Development Agency (ICEIDA), organisme autonome rattaché au ministère des Affaires étrangères, a versé près de 37 % de l'APD islandaise en 2007. Elle mène ses activités dans six pays : le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Nicaragua, l'Ouganda et le Sri Lanka. L'Icelandic Crisis Response Unit (ICRU), du ministère des Affaires étrangères, prête quant à lui son appui aux opérations de consolidation de la paix. En 2007, il a porté cet effort sur l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, l'Irak, le Liban, le Liberia, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Serbie, le Soudan, le Sri Lanka et les territoires sous administration palestinienne, à hauteur de 21 % du total des versements d'aide de l'Islande.

La stratégie générale des autorités islandaises est exposée dans le document intitulé « Iceland's Policy on Development Co-operation 2005-09 », l'action de l'ICEIDA étant guidée quant à elle par le document « ICEIDA's Policy and Plan of Operations », adopté en 2004.

## Mexique

Le Mexique n'est pour le moment pas en mesure de communiquer au CAD les données concernant son APD. Cependant, il procède actuellement à une révision de son programme de coopération internationale pour le développement. Un nouveau texte de loi, qui a été présenté au Congrès mexicain en mars 2007 et devrait être approuvé au début de 2009, permettra de jeter les bases de la création d'un organisme national de coopération, ainsi que de définir le cadre juridique de la coopération pour le développement. Grâce à cet exercice, qui se déroule notamment à travers un dialogue avec le CAD, le Mexique devrait pouvoir commencer à notifier ses apports d'aide.

L'aide mexicaine au développement est dirigée principalement vers l'Amérique latine et les Caraïbes et dispensée à travers des activités de coopération technique et scientifique. Les programmes de coopération Sud-Sud du Mexique, qu'il met en œuvre conjointement avec des pays d'Amérique du Sud, portent notamment sur l'éducation, les arts et la culture, ainsi que la santé. Le Mexique intervient aussi dans les secteurs de l'environnement, de la science et de l'agriculture et conduit l'exécution de programmes de coopération trilatérale avec des partenaires asiatiques et européens, ainsi qu'avec des organisations multilatérales.

## Pologne

**En 2007, l'APD polonaise a augmenté de 5.2 % en termes réels par rapport à 2006, pour atteindre 363 millions USD, soit 0.09 % du RNB, comme en 2006. La part de l'APD bilatérale a été de 156 millions USD, et un montant de 207 millions USD a été acheminé par l'intermédiaire des institutions multilatérales, principalement la CE.**

En 2007, la Pologne a en partie axé son aide sur les pays en transition en raison de l'avantage comparatif qu'elle possède en la matière. Parmi ces pays figuraient le Bélarus (14.93 millions USD), le Monténégro (13.29 millions USD), l'Ukraine (12.58 millions USD), l'Ouzbékistan (4.73 millions USD), le Kazakhstan (2.51 millions USD), la Moldavie (1.76 million USD) et la Géorgie (1.55 millions USD).

Comme en 2006, l'APD bilatérale polonaise a été principalement dispensée à travers des activités d'assistance technique. La Chine, le Monténégro et l'Ouzbékistan ont aussi reçu des prêts assortis de conditions libérales. Une aide humanitaire a été apportée à la Chine, à la Corée du Nord, à la Moldavie et au Pérou, et la dette du Nicaragua a été allégée. Le reste de l'APD polonaise a servi à financer une aide de courte durée aux réfugiés en Pologne, ainsi que des programmes de bourses d'études dans le pays.

La stratégie polonaise de coopération pour le développement, qui tient compte des priorités internationales actuelles, vise à encourager une collaboration étroite avec la communauté des donateurs, en particulier l'Union européenne et l'OCDE. L'aide polonaise au développement met l'accent sur le renforcement et la promotion de la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques, ainsi que sur le respect des droits humains, le développement durable et la consolidation de la société civile.

## République slovaque

**En 2007, les versements d'APD de la République slovaque se sont élevés à 67 millions USD. Le rapport APD/RNB a diminué, passant de 0.10 % en 2006 à 0.09 % en 2007, tandis que le volume de l'APD a légèrement augmenté en termes réels (+0.13 %). La baisse du rapport APD/RNB a tenu à la forte progression du RNB de la République slovaque. Sur le total des apports d'APD de ce pays, 41 % ont emprunté la voie bilatérale, la part des contributions multilatérales ayant été de 59 %, dont une contribution de 36 millions USD à la CE.**

En avril 2007, les pouvoirs publics ont approuvé un nouveau « Programme annuel » prévoyant une enveloppe de 6.8 millions USD pour de nouveaux projets, dont 2.9 millions USD pour l'aide bilatérale à la Serbie-et-Monténégro et un total de 2.9 millions USD pour les 14 pays prioritaires suivants : Afghanistan, Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Kazakhstan, Kenya, République kirghize, ex-République yougoslave de Macédoine, Mongolie, Mozambique, Ouzbékistan, Soudan, Tadjikistan et Ukraine.

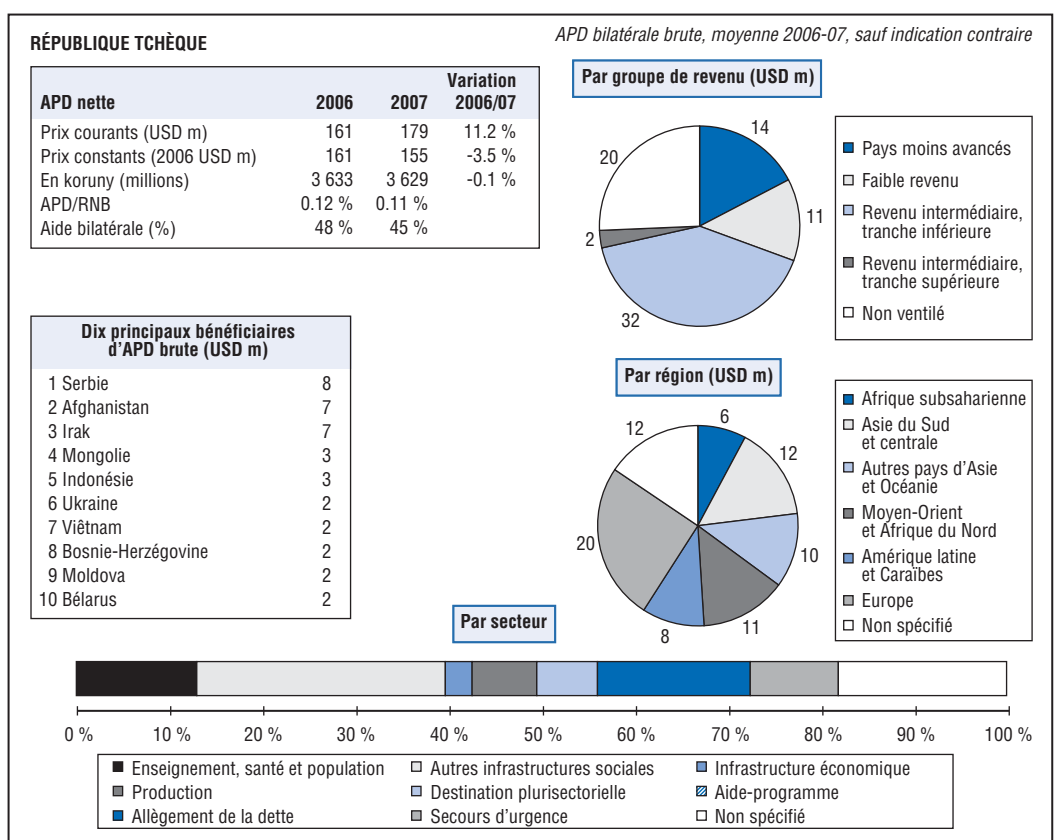
La République slovaque œuvre à la réalisation des OMD en axant ses efforts d'APD sur les infrastructures sociales, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, le développement économique durable et l'environnement, ainsi que la mise en place d'institutions démocratiques. Les enveloppes affectées aux programmes annuels doivent en principe augmenter de façon que puissent être atteints les objectifs fixés dans le cadre de la CE, à savoir porter le rapport APD/RNB à 0.17 % pour 2010, et à 0.33 % pour 2015.

## République tchèque

En 2007, l'APD nette de la République tchèque s'est élevée à 179 millions USD, soit une baisse de 3.5 % en termes réels. Le rapport APD/RNB a également diminué pour passer à 0.11 %, contre 0.12 % en 2006. L'aide tchèque prend exclusivement la forme de dons.

La République tchèque a poursuivi la mise en œuvre de programmes d'aide bilatérale dans huit pays prioritaires (Angola, Bosnie-Herzégovine, Moldavie, Mongolie, Serbie, Viet Nam, Yémen et Zambie) et deux pays partenaires prioritaires à moyen terme (Afghanistan et Irak).

En ce qui concerne le dispositif institutionnel, il a fait l'objet en 2007 de profondes transformations définies d'après les recommandations formulées à l'issue de l'examen spécial que le CAD a consacré au système tchèque de coopération pour le développement. Ce processus a notamment consisté à unifier progressivement le budget de la coopération pour le développement en le plaçant sous la seule responsabilité du ministère des Affaires étrangères, à créer l'Agence tchèque de développement, chargée de mettre en œuvre les projets, ainsi qu'à rédiger un projet de loi sur la coopération pour le développement et l'aide humanitaire.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/527323561220>

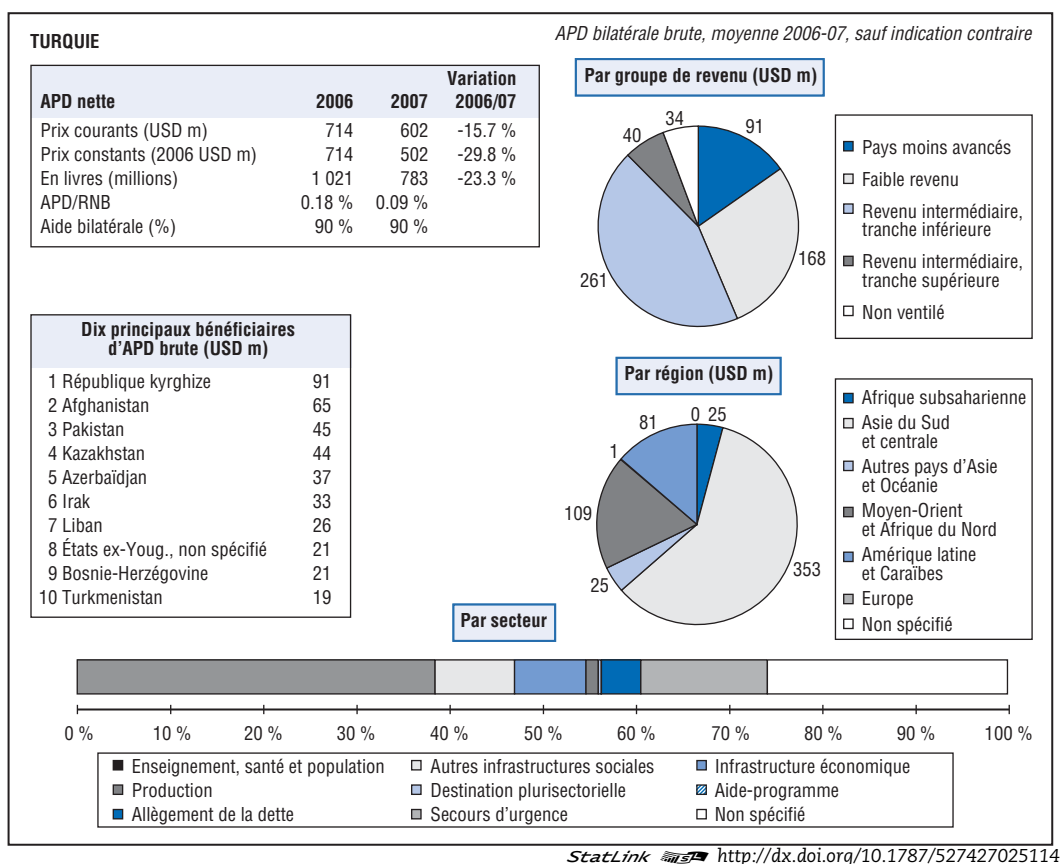
## Turquie

En 2007, les apports d'APD de la Turquie ont représenté 602 millions USD, soit une baisse de 29.8 % en termes réels par rapport à 2006. L'APD a également diminué en pourcentage du RNB, passant de 0.18 % à 0.09 %.

Une grande part de la baisse de l'APD bilatérale, qui représente 90 % de l'APD totale, a tenu à un recul de l'aide humanitaire en 2007, ainsi qu'aux importantes opérations de remise de dettes effectuées en 2006.

Les principaux bénéficiaires de l'aide turque ont été, en 2007, l'Afghanistan (71.6 millions USD), la République kirghize (69.6 millions USD), l'Irak (46.7 millions USD), l'Azerbaïdjan (36.2 millions USD) et le Pakistan (33.5 millions USD). Les régions destinataires sont surtout celles des Balkans, du Caucase et de l'Asie centrale, mais l'aide bilatérale de la Turquie est très largement répartie sur le plan géographique puisqu'elle est aussi dispensée à des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient.

L'Agence turque de coopération internationale et de développement (TIKA) est la principale instance chargée de l'administration de l'aide de la Turquie. Il s'agit d'un organisme de coopération technique autonome qui relève du



Premier ministre. Elle œuvre en faveur du développement institutionnel et de l'amélioration des ressources humaines dans les pays partenaires en menant des activités de coopération technique dans différents domaines.

## Notes relatives aux autres donateurs d'aide au développement

Si le CAD réunit les principaux donateurs d'aide de la zone de l'OCDE, des pays non membres de l'Organisation jouent depuis longtemps un grand rôle dans la coopération pour le développement. Dans bien des cas, leur connaissance récente du développement et l'expérience qu'ils ont acquise en tant que bénéficiaires de l'APD leur ont permis d'établir des relations originales et constructives avec leurs pays partenaires. En 2008, le CAD a confirmé sa volonté d'approfondir le dialogue avec d'autres dispensateurs d'aide au développement. Il souhaite partager son expérience de la coopération pour le développement et les bonnes pratiques qui en ont été dégagées, afin de promouvoir la compréhension mutuelle et de renforcer l'impact collectif des efforts d'aide au développement.

En tant que source de statistiques sur la coopération pour le développement qui fait autorité, le CAD s'emploie à dresser un tableau des apports d'aide mondiaux qui apporte des informations sur tous les pourvoyeurs d'aide au développement. Plusieurs pays non membres du CAD contribuent à cet effort en notifiant leurs apports d'APD selon les règles définies pour assurer la comparabilité des données y afférentes. Le CAD espère que tous les pays ayant d'importantes activités de coopération pour le développement se mettront à en faire autant dans un proche avenir. La communication de ces informations leur donnera la

possibilité de faire pleinement reconnaître l'ampleur de leurs efforts et permettra de mieux éclairer la prise de décision tant chez les donateurs que chez les pays partenaires.

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une longue expérience de l'aide au développement et se sont dotés de mécanismes très perfectionnés pour coordonner et harmoniser leurs efforts dans ce domaine. Le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis notifient leur APD au CAD. La majeure partie de leur aide passe par le canal bilatéral. Le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe a dispensé en 2007 un volume net d'APD de 110 millions USD sous forme d'assistance financière et technique, essentiellement dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'agriculture. Le montant net des apports d'aide de l'Arabie Saoudite a été légèrement supérieur à 2 milliards USD en 2007, et il a été principalement versé dans le cadre d'accords de prêts par le Fonds saoudien de développement, notamment pour les infrastructures liées à la santé, les routes et l'agriculture. Quant aux Émirats arabes unis, leur APD nette s'est élevée au total à 429 millions USD en 2007.

Les États membres de l'Union européenne n'appartenant pas à l'OCDE ont continué à accroître leurs budgets d'aide au développement. En 2007, les apports nets d'APD de l'Estonie (16 millions USD), de la Lettonie (16 millions USD), de la Lituanie (48 millions USD) et de la Slovénie (54 millions USD) ont été notifiés au CAD. Ils ont fortement augmenté en termes absolus. Mais en raison d'une croissance économique rapide, certains pays ne sont pas parvenus à se rapprocher des objectifs qu'ils se sont fixés de porter la part de leur APD dans le RNB à 0.17 % pour 2010 et à 0.33 % pour 2015. Par exemple, l'augmentation de 33 % du volume de l'APD de la Lettonie a été contrebalancée en termes réels par la croissance économique qu'elle a enregistrée. Les moyens dont ils disposent pour l'exécution des programmes d'aide bilatérale étant limités, ces pays acheminent la majeure partie de leur aide par le canal multilatéral, notamment la Commission européenne et le système des Nations Unies.

Les autres donateurs qui ont notifié leur APD au CAD en 2007 sont Israël (111 millions USD), la Thaïlande (67 millions USD), le Taipei chinois (514 millions USD) et, pour la première fois, le Liechtenstein (20 millions USD).

Les activités de coopération technique d'Israël, qui font une grande place à l'exécution de programmes de formation dans les pays en développement, sont principalement conduites par le MASHAV (Centre de coopération internationale), qui relève du ministère des Affaires étrangères. Une part importante de l'APD israélienne est consacrée à l'aide dispensée aux réfugiés lors de leur première année en Israël. Voisins de la Thaïlande, la Birmanie, le Cambodge, le Laos et le Viet Nam ont ensemble reçu 72 % de l'APD de ce pays, et 57 % de l'aide thaïlandaise ont été accordés sous la forme de prêts assortis de conditions libérales pour financer des infrastructures économiques, notamment des routes et des voies ferrées. Le programme de coopération technique de la Thaïlande, dont l'exécution est assurée par l'Agence de coopération internationale pour le développement (TICA), fait une place privilégiée à l'agriculture, à la santé et à l'éducation. Environ 9 % de l'APD thaïlandaise empruntent le canal multilatéral. S'agissant du Taipei chinois, la mise en œuvre de son aide au développement est principalement assurée par le Fonds international de coopération et de développement (ICDF).

Si aucun autre pays n'a notifié ses apports d'aide au CAD en 2007, plusieurs possèdent des programmes de coopération pour le développement qui prennent une importance croissante.

Les activités de coopération financière et technique constituent l'essentiel des efforts d'aide au développement du Brésil qui, selon les estimations des fonctionnaires de ce pays, ont représenté environ 437 millions USD en 2007, dont à peu près 95 % ont été acheminés par le canal multilatéral. La coopération financière relève à la fois du ministère de la Planification et du ministère des Finances. Quant à la coopération technique, sa coordination a été assurée par l'Agence brésilienne de coopération (ABC). Au début de 2008, le pays a déclaré que 56 millions USD avaient été consacrés au renforcement des capacités dans les pays en développement au cours des quatre années écoulées. Un montant de 30 millions USD a été affecté pour 2008 à 52 projets à réaliser dans 46 pays. Ceux-ci portent principalement sur l'agriculture, l'éducation, les sources d'énergie renouvelables et la santé, et les principaux bénéficiaires sont les voisins latino-américains du Brésil, Haïti, les pays lusophones d'Afrique et le Timor oriental. L'ensemble des efforts de coopération pour le développement déployés par le Brésil ont représenté, selon les estimations, environ 365 millions USD en 2006.

La Chine ne publie pas de données officielles sur son aide au développement, mais d'après les estimations dégagées de plusieurs études, dont certaines ont été réalisées par des organismes de recherche chinois, le budget d'aide de ce pays s'est situé entre 1 milliard et 1.5 milliard USD en 2006. Ces chiffres n'ont pas été confirmés par les autorités chinoises. L'aide de la Chine est versée sous forme de dons, de prêts sans intérêts et de prêts à taux préférentiels, et dispensée selon huit principes établis en 1964. Ceux-ci expriment la volonté de ce pays de se définir comme une source de coopération Sud-Sud. Par exemple, selon l'un d'entre eux, l'aide aux pays en développement doit être accordée sans conditions d'ordre politique. Les dons servent principalement à financer des infrastructures liées aux services sociaux, ainsi que des activités de coopération technique et d'aide humanitaire.

En 2007, l'Inde a annoncé que ses dépenses annuelles de coopération pour le développement s'élevaient à 1 milliard USD environ, et ses budgets respectivement pour 2006-07 et 2007-08 prévoyaient chacun un montant annuel de 500 millions USD sous forme de dons et de prêts aux gouvernements de pays étrangers. La Division de la coopération technique et économique (ITEC) du ministère des Affaires extérieures était chargée d'une part estimée à 47 % du budget indien de la coopération pour le développement pour 2006-07. Les autres organismes publics qui travaillent dans le domaine de la coopération pour le développement sont le Département des Affaires économiques du ministère des Finances, qui a dispensé environ 44 % des apports d'aide du pays sous la forme de dons bilatéraux, ainsi que le groupe bancaire EXIM Bank.

La Fédération de Russie a estimé à 210 millions USD son budget annuel d'APD en 2007, lequel continue à progresser régulièrement depuis 2004 où il s'élevait à peu près à 50 millions USD. Une grande part de cette aide est dispensée par le canal multilatéral, notamment la Banque mondiale et le FMI, le système des Nations Unies, les initiatives mondiales de premier plan et les fonds d'affectation spéciale. Le pays prévoit d'accroître encore son aide et, en juin 2007, le « Concept pour la participation de la Russie à l'aide au développement international » a été approuvé par le président de la Fédération. Celle-ci a déclaré qu'elle envisageait de commencer à notifier ses apports d'aide au CAD lorsqu'elle disposerait des capacités nécessaires.

L'Afrique du Sud joue un rôle grandissant dans la coopération pour le développement et son aide continue d'être acheminée principalement par l'intermédiaire du Fonds pour la

renaissance africaine et la coopération internationale. Le budget de ce dernier, qui était inférieur à 7 millions USD en 2003, a atteint près de 40 millions USD en 2008-09, et le total de l'aide sud-africaine au développement a été estimé à 61 millions USD pour 2006-07 d'après les informations communiquées par le ministère des Affaires étrangères. La Conférence de l'ANC de 2007 a confirmé l'orientation régionale de cette aide, qui consiste notamment dans des apports d'assistance technique pour le renforcement des capacités dans le cadre de la Communauté du développement de l'Afrique australe, ainsi que dans le soutien de la gouvernance démocratique dans des pays tels que le Liberia et la République démocratique du Congo.

## Notes

1. Voir [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).
2. Voir [www.oecd.org/document/2/0,3343,fr\\_2649\\_201185\\_41601707\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/2/0,3343,fr_2649_201185_41601707_1_1_1_1,00.html).
3. « The United States Commitment to the Millennium Development Goals », USAID : Washington DC, avril 2008.
4. Le volume d'APD notifié par la Corée ne comprend pas l'aide que celle-ci apporte à la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord). Selon les estimations, la part de son aide à la Corée du Nord qui est comptabilisable dans l'APD a été à peu près de 558 millions USD en 2007. Ce montant a été réparti entre l'aide aux projets (123 millions USD), la coopération technique (5 millions USD), l'aide alimentaire au développement (131 millions USD), l'aide humanitaire (70 millions USD), les coûts administratifs (2 millions USD) et les prêts du secteur public (227 millions USD).



Extrait de :

## Development Co-operation Report 2009

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dcr-2009-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Point sur les politiques et les efforts des donateurs bilatéraux », dans *Development Co-operation Report 2009*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2009-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).